

RAPPORT  
FINAL

SEFOR

e




ACCT

CIRTEF

ORGANISÉ PAR  
LE CIRTEF ET L'ACCT

DU 8 AU 13 NOVEMBRE 1996  
GENÈVE, SUISSE



ACCT  CIRTEF



RTSR



SSR SRG



Radio-Canada



SIXIÈME  
**SEFOR**

ORGANISÉ PAR LE CIRTEF EN COLLABORATION AVEC L'AGENCE DE  
COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE (ACCT) ET LA SOCIÉTÉ  
SUISSE DE RADIODIFFUSION

8 AU 13 NOVEMBRE 1996  
GENÈVE (SUISSE)



## TABLE DES MATIÈRES

Séance d'ouverture .....	p. 3
Colloque <i>L'audiovisuel: réalités, enjeux et stratégies</i> .....	p. 10
Visionnage des coproductions ACCT/CIRTEF .....	p. 40
Atelier Évolution technologique .....	p. 41
Atelier Multidisciplinaire .....	p. 46
Atelier Radio .....	p. 51
Atelier des Stratégies .....	p. 58
Atelier Télévision .....	p. 63
Les Marchés .....	p. 67
Séance de clôture .....	p. 68
Liste des participants .....	p. 74
Remerciements .....	p. 78



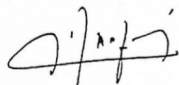


## SEFOR, c'est fort!

De l'avis de la majorité des participants -pour ne pas dire tous les participants- au SEFOR 96, la rencontre de Genève a été un grand succès.

En tout cas le SEFOR a tenu ses promesses en devenant le lieu privilégié des échanges des idées et des programmes. C'est vraiment le rendez-vous du donner et du recevoir de l'audiovisuel francophone. On peut affirmer sans fausse modestie que le SEFOR a réellement atteint sa vitesse de croisière.

En terre helvétique, nous avons ravivé ensemble les feux sacrés de la coopération audiovisuelle de l'espace francophone. Faisons en sorte que ces feux ne s'éteignent pas. Faisons aussi en sorte que le slogan «SEFOR, c'est fort» né aux bords du lac Léman ne meurt jamais.



Abdelkader Marzouki







# SÉANCE D'OUVERTURE

## Allocution du Président du CIRTEF, le Professeur Gervais Mendo Ze

Mesdames, Messieurs,

Avant toute chose, je tiens à remercier la Société Suisse de Radiodiffusion qui nous accueille si chaleureusement à Genève et qui a bien voulu mettre tout en oeuvre pour nous accueillir et nous donner les conditions idoines pour nos séances de travail. Qu'elle soit remerciée, que nos amis suisses trouvent ici, en ma modeste personne, l'expression de la profonde gratitude du CIRTEF.

Je voudrais également remercier très sincèrement le groupe de travail qui, sans désespérer, s'est mis au travail et a apprêté pour nous l'ensemble des éléments nous permettant d'arriver à une meilleure concertation, à une meilleure définition de notre travail, à ce que j'appelle ce rendez-vous du donner et du recevoir.

Je voudrais également remercier les uns et les autres, venus nombreux du Canada, de France, de Belgique, de Suisse et aussi des terres lointaines de l'Afrique. Nous savons qu'en ce moment l'Afrique fait face à un certain nombre de préoccupations. Venus si nombreux témoignent les uns et les autres, chers amis, de l'importance que vous accordez à la marche de l'audiovisuel dans ses divers compartiments pour une redéfinition des stratégies pouvant nous permettre d'améliorer le paysage de l'audiovisuel dans les situations particulières qui sont les nôtres.

Je voudrais donc vous souhaiter la bienvenue ici et vous dire que nous comptons beaucoup sur votre participation active pour que ce forum puisse satisfaire à nos attentes et correspondre à l'idée que le CIRTEF, avec ses partenaires, attendent de vous, et encore une fois, merci d'être venus, merci d'apporter votre contribution à la marche que nous avons mission de mener dans l'espace francophone. Merci que vive, mesdames et messieurs, la francophonie, pour que le dialogue des cultures soit effectif et pour que nous puissions, dans un univers de partage, donner et recevoir. Je vous remercie.



## **Allocution du Directeur des médias de l'Agence de la francophonie (ACCT), monsieur Robert Lombaerts**

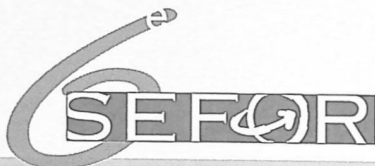
Monsieur le président de la radiotélévision suisse romande, Monsieur le président du CIRTEF, Monsieur le secrétaire général du CIRTEF, au nom du secrétaire général de l'Agence de la francophonie, monsieur Jean-Louis Roy, je tiens tout d'abord à remercier nos amis suisses pour la qualité de leur accueil et la parfaite organisation de cette manifestation, sans oublier nos collègues du CIRTEF qui n'ont pas ménagé leur temps ni leurs efforts pour préparer cette sixième manifestation.

Plus qu'un séminaire de formation, le SEFOR est un lieu de rencontre privilégié où se retrouvent les professionnels de la radio et de la télévision du Nord et du Sud, non seulement pour tenter de comprendre les mutations profondes du monde de l'audiovisuel, mais aussi pour s'impliquer effectivement et efficacement dans ces changements permanents.

Le SEFOR, Monsieur le secrétaire général du CIRTEF, vous qui pratiquez l'humour belge, SEFOR, c'est fort, et ce SEFOR-ci, ce sixième SEFOR a encore fait plus fort. Davantage d'ateliers, un nombre accru de participants, un plus grand nombre de pays représentés, et je tiens à saluer nos amis Malgaches et Haïtiens. Des synergies institutionnelles avec la présence des directeurs de programmes des télévisions du Sud, qui participeront, parallèlement au sixième SEFOR, aux réunions des directeurs de programmes, instaurées par l'Agence de la francophonie et par Canal France International.

L'Agence de la francophonie pense que la production, la diffusion et la formation restent les trois axes principaux de nos actions communes. Nous croyons aussi que de plus en plus, il est indispensable de privilégier les relations et le développement entre les télévisions publiques du Sud et les producteurs privés, tant du Sud que du Nord.

Le cinéma, la télévision, la radio doivent briser leurs frontières. Ils doivent remplir un espace commun, développer la créativité, proposer des programmes originaux, qui soient à la fois identitaires et universels. Ces sixièmes rencontres, nous l'espérons, renforceront les réseaux de compétences et d'amitiés qui se sont instaurés au fil du temps, car il est bien connu que des structures vides, sans individus, ne sont pas viables. J'imagine que ce sixième SEFOR sera bénéfique pour tous, une fois de plus. Je vous remercie.



## Allocution du Président de la RTSR, monsieur Jean-Jacques Demartines

J'ai le plaisir et l'honneur de vous saluer SSR/RTSR ici au CIGG pour cette importante manifestation, à la fois occasion de rencontre, de dialogue et d'échange. Vous êtes plus de 150 à avoir répondu PRÉSENT ici à Genève et vous représentez plus de 30 pays francophones. Nous autres francophones formons une communauté de pensée, d'expérience radiophonique et voulons nous appuyer sur ce véhicule si commode et si familier de la langue, qui nous rapproche malgré des cultures parfois différentes pour développer l'échange, le dialogue et les synergies. Vous serez sans doute d'accord avec moi pour donner à ces réunions et à nos communautés francophones non pas un sens protectionniste, mais bien celui de l'ouverture - aux idées et à l'autre, de quelque partie du monde à laquelle il appartient.

En ce sens, Genève est un lieu symbolique pour parler et réfléchir sur les réalités, les enjeux et la stratégie qui doivent être les nôtres dans ce monde de plus en plus dominé par la recherche du profit maximum au détriment servant de valeurs fondamentales à la base de notre société moderne, une société que nous aimerions voir rester humaine et fraternelle. Je partage pleinement l'avis de Joël de Rosnay, ce visionnaire scientifique «L'homme symbiotique». «Le grand défi de l'avenir ne sera pas technique, il sera humain.»

Quelques réflexions:

### 1. Le défi technique

Le monde de demain a déjà commencé puisque nos journaux, nos livres et les piles de textes que nous traitons sont produits par ordinateur. Le son et les images sont déjà numérisés sur CD et vidéodisques. Un autre bouleversement est en cours grâce au numérique et à la compression des images. Aux USA, un système de transmission par satellite diffuse d'ores et déjà 980 millions de bits par seconde sur chaque antenne parabolique du pays, soit l'équivalent par seconde du contenu de 125 grands journaux américains. Les réseaux câblés et téléphoniques prévus tripleront cette avalanche. Il faudra y ajouter 1 milliard de bits par seconde le jour, plus très éloigné (3 à 5 ans), ou la télévision sera numérique. On peut estimer la capacité potentielle de diffusion numérique de programmes de télévision à plus de 1000 unités.

Reconnaissons que, dans les 30 à 60 programmes aujourd'hui disponibles sur le câble, la plupart d'entre nous se contentent de choisir 4 à 6 programmes. Les Suisses romands passent actuellement en moyenne 145 minutes par jour devant leur écran de télévision (les Français 177, les Britanniques 216 minutes).



Auront-ils le temps et l'envie de regarder davantage? Un autre facteur de nouveauté est le développement fabuleux et convivial du réseau Internet, véritable tissu nerveux mondial reliant actuellement 40 millions d'utilisateurs au moyen de plus de 5 millions de serveurs. Le réseau est aujourd'hui accessible aux privés et à leur ordinateur personnel dans 160 pays. La croissance est sans limite. Grâce à Internet, on aura accès sous peu au patrimoine et au savoir complet de la communauté humaine, passé, présent et en devenir. Internet est un système interactif, véritable place du marché, café du commerce et forum de l'humanité.

Enfin, le dernier élément marquant de cette révolution technologique est la capacité de l'ordinateur personnel à recevoir télévision, services, actions interactives et jeux de toute nature innocents et parfois beaucoup moins. Comme l'écrivait récemment Claude Monnier: *«La vraie nouveauté technologique est que le même jus digital est sur le point de couler dans les télévisions, les ordinateurs, les réseaux Internet, les téléphones, les télécopieurs, les enregistreurs audio ou vidéo, et pourra donc y véhiculer à bas coût les mêmes images, le même son, les mêmes informations.»*

Nous touchons là à trois éléments essentiels:

- Les possibilités technologiques, sont-elles en phase avec les capacités de création? N'aurons-nous pas les mêmes programmes sur toutes nos consoles, mais à des heures différentes?
- Quand bien même nous aurions le potentiel de création nécessaire, aurons-nous les moyens financiers de la production?
- Enfin, la multiplication à l'infini des médias entraînera une offre d'espaces publicitaires largement supérieure aux possibilités et aux besoins des annonceurs.

Le prix de la publicité va baisser et par là même les moyens de financer, même avec des coûts plancher, la production. Le résultat pourrait être une baisse de la qualité et une banalisation de l'ensemble des programmes, ce qui n'est déjà que trop réalisé.

## 2. Le défi humain

Selon le vice-président des États-Unis Al Gore, *«nous pouvons créer un réseau d'information*



*planétaire (...). Ce réseau nous permettra (...) d'être une communauté planétaire (...), d'éduquer nos enfants, d'échanger des idées (...), de transcender les barrières du temps et de l'espace. Ces liens permettront l'existence d'un marché planétaire de l'information, où le consommateur pourra acheter et vendre ses produits.»*

Ceci est à priori un immense enrichissement et une magnifique promesse d'avenir pour l'humanité qui devrait ainsi s'ouvrir à plus de connaissance, de savoir et donc de tolérance. Cela sera-t-il vraiment le cas? On peut se poser la question. Cette mondialisation, nous la vivons par des retransmissions en Eurovision des Jeux Olympiques, des championnats du monde de ski, de patinage, de hockey ou de football. Cette éducation, nous la pratiquons depuis des années par des émissions scientifiques, culturelles, documentaires et même d'initiation à la compréhension des médias.

Malheureusement, si le mur de Berlin s'est effondré sous l'oeil des caméras, si la guerre dite «propre» du Golfe a eu lieu au travers de CNN, il nous reste la Bosnie, la Tchétchénie, le Rwanda, la petite fille d'Armero en Colombie (morte sous les yeux de millions de téléspectateurs) et les enfants de Kaboul ou du Pakistan aux regards de vieillards. Et puis il y a eu les Jeux Olympiques de Munich, le Heysel, les prises d'otages et tant d'événements tragiques, dits médiatiques, et médiatisés. Toute notre technologie n'y changera rien. Le véritable pari du futur, c'est bien l'Être humain.

Ce dernier, pris dans le tourbillon et les secousses des révolutions technologiques, scientifiques, philosophiques, se coupe de plus en plus de ses origines, a du mal à se recentrer et risque d'être facilement déséquilibré, fragilisé. Pour le consolider il y a, de mon point de vue, un travail essentiel à effectuer sur le plan des valeurs fondamentales qu'il nous faut retrouver, développer et transmettre. C'est à cela que doit porter l'effort incessant de la famille, de l'école, des médias. Il me paraît que le monde moderne et ses nouvelles technologies de communication nous referme sur nous-mêmes et notre vie privée (succès des reality shows). Il ne laisse guère de place à la culture publique et au sens de «l'autre». J'ai connu dans les années quarante les rendez-vous quotidiens de la jeunesse à midi sur une place de Lausanne, où l'on prenait plaisir à voir les copains, mais aussi à rencontrer et à côtoyer des inconnus. Pourra-t-on avoir les mêmes rapports dans un monde virtuel?

Certainement pas. Développer le sens de l'humain, sensibiliser à l'importance des valeurs et les véhiculer, voilà la toile de fond qui sous-tendrait naturellement les médias de service public et qui ferait leur force et leur différence dans les vingt ans à venir.



### 3. Le radiodiffuseur de service public et les dieux du marché

Une définition du service public à la mode voudrait que l'intérêt public ne soit que ce qui intéresse le public; ainsi, l'individu consommateur serait parfaitement capable de s'exprimer et de s'organiser à travers les mécanismes automatiques du marché. A partir de là, on peut tout libéraliser y compris la production culturelle et la communication audiovisuelle. Si l'on admet toutefois avec A. Lincoln que *«la légitime raison d'être du gouvernement est de faire pour les gens ce qui doit être fait mais qu'ils ne peuvent faire, ou faire aussi bien, eux-mêmes»*, on doit soutenir l'existence d'une radiodiffusion de service au public qui ne peut valablement être soumise aux seules lois du marché. Ainsi notre radio et notre télévision pourront-elles rester proches des gens, refléter leur vie, élever le débat en suscitant l'intérêt et en faisant connaître aussi autre chose que le quotidien immédiat. Le propre du radiodiffuseur de service public est de s'adresser à tous les publics sans rechercher le maximum d'audience tout le temps.

Le devoir généraliste de proximité et de culture ne peut être rempli en Suisse qu'avec le soutien de la redevance, c'est-à-dire une taxe prélevée auprès du public. Par ailleurs, l'exigüité du marché de Suisse romande (1,5 millions d'individus contre 7 millions nécessaires à un marché de télévision commerciale) fait que sans une péréquation confédérale des rentrées de la redevance et de la publicité (33% contre 23% provenant du marché romand), il n'y aurait déjà plus de Télévision Suisse Romande, ni de programme radio de culture Espace 2. Une offre concurrente, donc commerciale, de niveau national n'est pas viable; mais alors que faire, face au déferlement de programmes étrangers diffusés par satellite? On constate déjà dans le monde un affaiblissement des organismes de service public au plan financier et de la production. Au plan des programmes, on peut déceler une dépolitisation du débat public, un affaiblissement de l'esprit critique, une certaine banalisation et standardisation du message et la recherche du scoop et du sensationnel.

Si nous voulons rester la radio et la télévision de nos publics sur nos propres marchés, là où nos gens se reconnaissent, se sentent chez eux, nous devons exprimer et représenter nos propres réalités, nos identités. Pour que le message puisse passer il faut en outre garder de l'audience. Nous sommes donc contraints de trouver un équilibre entre audience et exigence. Exigence signifie qualité, crédibilité et aussi respect de tous les publics.



Pour cela nous devons:

- accorder une grande importance à la formation permanente de nos professionnels
- être rentables dans notre fonctionnement oui, mais se garder des moyens pour affronter l'échec, une place de risque pour la créativité afin qu'elle puisse encore s'exprimer.

Par ailleurs, nous devons développer ou conforter nos alliances internationales et en particulier celles des francophones pour se faire entendre dans le ciel de la mondialisation et avoir accès aux sources de programmes. Dans la modernité il y a plusieurs futurs possibles. Je crois dans l'avenir d'une radio et d'une télévision généralistes de service public où dans la profusion des choix qui nous tombent dessus, les gens aimeront se reconnaître, trouver des éléments familiers, où ils sentiront que l'on s'adresse à eux en leur qualité de citoyens et non pas de simples consommateurs.

Je forme mes vœux pour la réussite de ces rencontres, de ces échanges entre nous et je déclare ainsi ouverte cette session du SEFOR.



## COLLOQUE

### L'audiovisuel: réalités, enjeux et stratégies

Animation: monsieur Claude **Torracinta**, journaliste à la TSR

Conférenciers: monsieur Pierre **Juneau**, Président du Conseil mondial de la radio-télévision (CMRTV)  
 monsieur Abdoulaye **Sidibé**, Directeur général de la radio-télévision malienne  
 professeur Gervais **Mendo Ze**, Directeur général de la radio-télévision camerounaise  
 monsieur Guillaume **Chenevière**, Directeur de la Télévision Suisse Romande  
 monsieur Laurent **Bonnard**, journaliste à la Radio Suisse Romande (RSR)

#### Monsieur Claude Torracinta

Mesdames, messieurs, après ces discours introductifs, j'ouvre ce colloque, ce débat sur un thème important, le titre en effet en est ambitieux puisqu'il s'agit du **Marché de l'audiovisuel, réalités, enjeux et stratégies**. Je dirais qu'avec un tel titre, on pourrait faire le débat pendant toute la durée de votre réunion, car c'est un thème effectivement extrêmement important. Participent à ce colloque autour de moi plusieurs invités. Tout d'abord je vais commencer par ma gauche, monsieur Sidibé, qui est directeur général de la radio et de la télévision au Mali. Monsieur Pierre Juneau, qui est président du Conseil mondial radiotélévision mais qui est ancien président de la Société Radio-Canada, ancien ministre des Communications au Canada et qui est auteur récemment d'un rapport sur le devenir de l'audiovisuel et qui de ce point de vue-là a une expérience nord-américaine. Le professeur Gervais Mendo Ze, que vous avez entendu il y a un instant, donc président du CIRTEF, qui vient du Cameroun. Guillaume Chenevière qui est directeur de la Télévision Suisse Romande. Et enfin, Laurent Bonnard, qui est journaliste à la Radio Suisse Romande, qui a l'avantage, je dirais, d'être à la fois à l'intérieur de nos institutions, où il est à la fois chroniqueur, commentateur sur les programmes de télévision et chroniqueur aussi de cinéma,





mais en même temps il a un regard extérieur. Il est à la fois, je dirais, à l'intérieur et à l'extérieur, et je pense qu'il jouera avec moi peut-être un peu le rôle parfois du naïf qui est amené à poser des questions aux différents participants au débat.

Je ne veux pas faire une longue introduction. Je pense que vous connaissez aussi bien que nous la situation, sans qu'il me soit nécessaire d'introduire très longuement ce débat et l'enjeu, d'autant plus que si je le faisais trop longuement, je le ferais avec une vision de quelqu'un qui vient du Nord, qui a un regard sur la télévision et sur la radio particulier. Je voudrais simplement rappeler deux points importants avant de poser quelques questions.

Monsieur Demartines a évoqué les changements technologiques, ce monde de la communication, plus exactement de l'instantanéité de la communication, où actuellement tout est mis en réseau et en immédiateté. Il est vrai que les changements technologiques, les changements techniques sont en train, et depuis un certain temps bouleversent le marché de l'audiovisuel. Je ne vais pas revenir sur ce qu'a dit Jean-Jacques Demartines, mais les satellites, les paraboles, la numérisation des images, tout ça est en train, en ce qui concerne la télévision, également en ce qui concerne la radio, et vous le vivez les uns et les autres dans vos organismes jour après jour, est en train de bouleverser le monde de l'audiovisuel.

De plus en plus de chaînes - j'évoquais tout à l'heure la situation au Mali, pour ne prendre que cet exemple, une soixantaine, si j'ai bonne mémoire, de radios privées, mais partout on assiste au même phénomène de l'augmentation du nombre de chaînes, radio ou télévision; de plus en plus de chaînes spécialisées, de chaînes thématiques, d'où, bien entendu, des difficultés pour les chaînes généralistes; de plus en plus de chaînes commerciales, de chaînes privées, donc immédiatement de plus en plus de difficultés pour les chaînes de service public; et puis - je peux le constater en tant que journaliste, mais vous le savez tous les uns et les autres - de plus en plus d'images, un flot d'images, qui en permanence, 24 heures sur 24, est en train de nous submerger les uns et les autres, des images qui très souvent parviennent plus particulièrement des États-Unis, parviennent plus particulièrement du Nord que du Sud.

Et le deuxième grand bouleversement que nous vivons actuellement, à côté de ce bouleversement technologique, c'est le bouleversement économique ou commercial. Il est certain que l'aspect économique et l'argent jouent un rôle de plus en plus important aujourd'hui dans le monde de l'audiovisuel. Vous le savez, on assiste partout à la constitution de grands groupes multimédias, de grands groupes de l'audiovisuel, qui concentrent en leurs mains la production, la distribution, la diffusion, qui possèdent plusieurs chaînes, qui, bien entendu, écartent dans une certaine mesure et progressivement les petites



chaînes et parfois les chaînes qui ont des difficultés économiques, notamment en ce qui concerne les droits sportifs, en ce qui concerne les catalogues de films, qui conçoivent, ces grands groupes, la radio et la télévision comme une industrie dont le seul objectif est le profit, et qui donnent en même temps, dans ce grand marché, dans cette mutation à laquelle on assiste, le rôle croissant de la publicité et de nouvelles sources de financement.

Donc, mutations technologiques, mutations économiques, auxquelles nous sommes en train d'assister. Alors les questions qui se posent - et je résume d'une manière bien entendu très schématique la mutation que nous vivons depuis quelques années - les questions qui se posent, c'est, quelles sont les conséquences pour les téléspectateurs, pour les chaînes de télévision, pour les chaînes de radio, du Nord comme du Sud, de cette situation, de cette évolution. Quelles sont les conséquences de cette mutation sur les programmes, sur le rôle de la télévision ou de la radio dans nos sociétés qui sont des sociétés très diverses, mais quelle est la conséquence de cette mutation sur nos télévisions et nos radios, sur la fonction de lien social qu'elles sont amené à jouer. Quelles sont les conséquences en matière d'éthique, en matière de déontologie, en matière de qualité de programmes. Quelles sont les conséquences aussi pour les télévisions de service public, particulièrement dans des petits pays, que ce soit des petits pays du Nord ou du Sud.

Et la question qui se pose et qui est posée aux participants à ce colloque, c'est que, face à cette mutation, face à ces changements, comment agir, comment réagir, quelles stratégies adopter, quelles politiques suivre, selon son pays: il est bien certain que la politique de la SSR, la politique de la télévision suisse romande ou la radio romande ne peut pas être la même que celle d'un grand pays. Quelles doivent être effectivement les réactions, l'attitude, la politique des responsables de chaînes de télévision. C'est l'enjeu, dans une certaine mesure, de cette discussion. Je n'imagine pas qu'à la fin, nous aurons trouvé la et les solutions à ces problèmes, mais simplement, en demandant à chacun des participants à ce débat comment il voit la situation depuis son pays, depuis la région dans laquelle il se trouve et quelle est sa stratégie, quelle est la politique.

Dans l'ordre, je demanderai tout d'abord à monsieur Juneau de parler de la situation, je dirais, nord-américaine, Canada-États-Unis, puis ensuite à monsieur Sidibé de nous parler de la situation vue du Mali, puis à Guillaume Chenevière, puis au professeur Gervais Mendo Ze, avant que Laurent Bonnard réagisse avec moi et qu'il y ait un débat, une discussion entre les participants.



Et puis dans une troisième partie, la parole sera donnée à la salle.

Voilà rapidement exposé l'enjeu de cette discussion. Monsieur Juneau, à vous.

### **Monsieur Pierre Juneau**

Merci, Claude Torracinta, bonsoir, mesdames et messieurs. On parle beaucoup, on en parlera encore ce soir, de toute cette évolution technologique, les merveilles de l'infornoute, des autoroutes de la communication, etc. J'avoue que je pense toujours, quand on rappelle ces développements technologiques, à une remarque que vous avez peut-être déjà entendue. On l'attribue d'ordinaire à Emerson, le philosophe américain, à qui on avait couru pour lui annoncer que le grand inventeur Graham Bell venait de parler sur un fil à des mètres et des mètres, peut-être des centaines de mètres de distance, à un de ses amis. Et alors, décevant son interlocuteur, il avait réagi très calmement et il avait dit, "ah, oui? Qu'est-ce qu'ils ont dit?" Et je pense que ça reste encore la question, et c'était un des thèmes des remarques de Claude Torracinta et de monsieur Demartines, le problème reste, pour les gens qui s'intéressent au sens de ces technologies, le problème reste un problème vraiment de sens, de contenu, d'information et de connaissance.

Je ne parlerai pas tellement de ce qui se passe au Canada et en Amérique du Nord, mais à partir de mon expérience, qui est évidemment plutôt canadienne et nord-américaine. Il me semble que quand on se pose ces questions de stratégies dont on parle dans le titre de notre rencontre ce soir, il me semble qu'il est important de retourner aux origines de la radio et aux origines de la télévision. Et ça m'a toujours frappé de voir comment, même des hommes puissants par ailleurs, des chefs d'État, des premiers ministres dans les années 20, au moment où on a annoncé l'avènement de cette nouvelle technique, la radio, ça m'a toujours frappé de voir comment ils étaient émerveillés des possibilités de cette nouvelle technique de communication par rapport à l'éducation, à la culture, à l'éveil du sens social. Si vous retournez à ces textes-là, c'est vraiment très intéressant. Il y avait vraiment un sentiment d'émerveillement: "mais c'est formidable, qu'est-ce qu'on va pouvoir faire avec ça!" Et on a mis beaucoup l'accent, à cette époque-là, non pas sur le commerce, au contraire on se méfiait de la possibilité qu'on utilise ces techniques-là uniquement pour le commerce. C'est pourquoi au Canada, en Europe, tout de suite on a créé des établissements de services publics pour utiliser ces techniques-là pour l'éducation, disait-on, la culture, l'éveil de la conscience sociale.



Le problème est peut-être venu du fait que, justement, pendant une longue période, il y a eu une situation de monopole résultant de la création de ces établissements, et il y a eu un effet, je crois, un effet pervers de cette situation de monopole. Le fait que ces institutions occupaient tout le territoire, qu'elles avaient donc le total des cotes d'écoute. Et puis est venu ce à quoi Claude Torracinta faisait allusion, un développement de plus en plus accéléré de technologies qui ont permis une multiplicité de nouveaux services et ça continue et ça accélère. Il y a eu donc le choc de la concurrence. Il y a eu, en plus du choc de la concurrence, et simultanément, et peut-être de cause à effet, un développement des coûts, particulièrement avec l'avènement de la télévision, et des problèmes de financement de plus en plus considérables. Et il y a, très souvent, une érosion des auditoires, pas toujours tragique, souvent beaucoup moins grave qu'on le dit, mais une érosion des auditoires.

Ce choc a créé, semble-t-il, à l'intérieur des organismes de services publics, une sorte de désorientation, et de l'extérieur aussi une multiplicité de revues, d'études, d'examen, de commissions - à l'extérieur je veux dire de la part des pouvoirs publics - des remises en question constantes, peu de lignes claires d'orientation mais beaucoup de questions. Une sorte de façon de continuellement tourner en rond, sans jamais trouver la bonne porte de sortie dans ce cercle fermé. Nouvelles législations de toutes sortes dans divers pays du monde, non seulement au Canada mais dans le reste des pays où les institutions de radio et télévision publiques étaient établies.

Il faut dire que parmi les effets, ce que j'appelais les effets pervers de cette situation de monopole qui a duré quand même quelques décades, il s'est établi, il faut bien le dire, quelquefois une attitude qu'on pourrait appeler vraiment d'arrogance, un certain triomphalisme de la part de ces institutions et qui ne les a pas aidées dans leurs relations avec le public et dans leurs relations avec les pouvoirs publics.

Il faut dire aussi une difficulté des pouvoirs publics à accepter l'indépendance des activités journalistiques de ces institutions-là. On acceptait plus ou moins l'indépendance des organismes journalistiques de la presse écrite, parce qu'il fallait bien, ils étaient économiquement dépendants du gouvernement mais on acceptait mal l'indépendance journalistique d'organismes financés par les pouvoirs publics. C'est une réconciliation qui même de nos jours n'est pas parfaite.

Dans cette situation de désorientation - et je vais vite parce que on essaie de prendre le moins de temps possible dans ces présentations, alors que le sujet est complexe, vaste et compliqué, même - il est très important et un exercice comme celui de ce soir et de cette nature-là est très important de trouver une boussole. Comme on dit chez nous - je ne sais pas si on le dit ici - de ne pas perdre le Nord, de cesser de tourner en rond, d'essayer de voir clair.



Au risque de paraître conservateur, je dirais qu'il est extrêmement important de revenir constamment à la raison d'être des organismes de services publics. Et là, il est important de constater, je pense, que, en fait, nous, qui sommes dans la tradition des institutions de service public en radio et en télévision, nous représentons une sorte de paradoxe. Dans les pays démocratiques, il n'y a pas de journaux maintenus par l'État, il n'y a pas de journaux subventionnés, même, ou sinon, de façon très indirecte. Par définition, les journaux, la presse écrite est complètement indépendante des pouvoirs publics. Et pourtant, dans la radiodiffusion, dans la radio et dans la télévision, nous existons. Nous existons depuis les années 20, depuis les années 30. Et nous existons encore. Quelquefois affaiblis mais nous existons encore. Pourquoi? Je pense que ça vient de l'enthousiasme initial des pouvoirs publics et de l'opinion publique en général quant au rôle éducatif, culturel et d'éveil social de la radio et de la télévision. C'est ça, la raison d'être. C'est la raison pour laquelle on a créé ces institutions-là, alors que dans les pays démocratiques on n'a quand même pas créé des établissements publics de presse écrite. Il y a donc une très grande différence, là. Et il faut qu'il y ait une raison fondamentale, extrêmement radicale, pour qu'on ait fait quelque chose d'aussi paradoxal pour la radio et la télévision. On s'est habitué à cette situation-là, mais elle est incroyable! Il faut donc revenir aux raisons extrêmement spéciales pour lesquelles on a fait quelque chose en radio et en télévision, qu'on n'a jamais fait dans la presse écrite.

Donc on a fait, pour la radio et la télévision, un peu comme on a fait pour l'éducation et pour les universités, qui, depuis le Moyen-Âge, existent comme établissements publics. Et ça, ça n'a pas changé. Même avec la multiplication des canaux, avec le câble, avec le numérique, avec les satellites, avec les inforoutes, avec Internet, il y a donc encore une raison d'être spéciale, et c'est la même. Ça m'inquiète un peu quand on met trop l'accent sur le mot "marché". Je comprends pourquoi on parle de marché, mais personnellement je tends à éviter tout ce qui nous attire dans le vocabulaire du commerce et de l'industrie. Bien sûr il devrait être permis à des organismes de service public d'utiliser les techniques de l'industrie et du commerce, mais en se rappelant que nous ne sommes pas dans l'industrie et dans le commerce, nous ne sommes pas dans la concurrence du marché, nous sommes dans le service aux citoyens, ça n'est pas la même chose. Et il est dangereux, je crois, que le vocabulaire nous fasse glisser dans des conceptions en fait qui, à mon avis, seraient à éviter.

Le retour ou la prise de conscience de notre raison d'être bien sûr comporte des risques. Une application plus rigoureuse du rôle pour lequel nous avons été établis - je dis "nous" parce que je peux, tout de même, si je n'appartiens plus à un organisme de radiodiffusion, je peux difficilement m'en séparer. Donc ça comporte certains risques. Ça comporte des risques d'élitisme, ça comporte le risque de certaines pertes de contact avec l'auditoire. Mais il faut trouver le chemin. Et ça ne peut se faire que par une grande imagination, une grande créativité dans l'établissement des grilles, dans l'établissement d'équilibres



habiles entre ce qui est nécessaire pour conserver le public et la nécessité de servir les besoins du public, de tous les publics, comme disait monsieur Demartines, le droit aussi des publics minoritaires. La nécessité de trouver une façon de diminuer les coûts: je pense que notre habitude de vivre en situation de monopole nous a habitués à un luxe de moyens qui n'est plus possible. La nécessité d'accepter les rigueurs de la transparence et je dirais même la nécessité d'une sorte de modestie et d'humilité, à laquelle les moyens importants dont nous avons disposés dans le passé ne nous ont pas habitués. Et bien sûr l'habileté d'utiliser les nouvelles techniques pour interpréter notre rôle de façon nouvelle quand les occasions se présentent.

Il faut aussi veiller, je crois, à ne pas se laisser coopter par les dangers de corporatisme inévitables dans toutes les institutions, surtout dans les institutions qui possèdent un pouvoir important.

Enfin, je finirai là-dessus, je crois qu'il faut de toute nécessité créer un courant d'opinions dans le monde pour nous aider à faire redécouvrir la nécessité de la radio et de la télévision comme services publics par rapport à cet énorme développement de techniques utilisées pour des fins purement commerciales et industrielles. Et je pense que c'est particulièrement important si on pense que les pays où la radio et la télévision de service public a été fortement établie demeurent minoritaires dans le monde. Vous savez très bien, vous qui êtes en grande partie de l'Afrique, que il y a des télévisions et des radios gouvernementales en assez grand nombre, il n'y a pas beaucoup vraiment d'institutions de service public, et mes conversations avec plusieurs d'entre vous ici ou ailleurs le démontrent clairement. C'est aussi le cas pour l'Amérique du Sud, c'est le cas pour l'Europe de l'Est, c'est le cas pour l'ancienne URSS, c'est le cas pour à peu près toute l'Asie, à part le Japon et des pays comme l'Australie, etc. C'est donc l'immense partie du monde, la partie vraiment la plus importante du monde où on risque de n'avoir que des radios et des télévisions, ou gouvernementales, ou commerciales. Et par conséquent, il est non seulement important de renforcer la situation des radios et télévisions de service public dans des pays comme les nôtres, mais il faut peut-être encore plus penser à l'immense majorité du monde où ces institutions-là ont besoin d'être mises sur pied et renforcées quand elles existent déjà. Merci, monsieur le président.

### **Monsieur Claude Torracinta**

Merci, monsieur Juneau. Je dirais qu'après cette réaffirmation, comme réponse aux questions que je posais tout à l'heure, cette réaffirmation de la valeur du service public, j'aimerais demander à monsieur Sidibé, qui est directeur général, je le disais tout à l'heure, de la radio et de la télévision du Mali comment vous voyez ces réponses du point de vue d'un pays du Sud.



## Monsieur Abdoulaye Sidibé

Merci, monsieur le président. Personnellement je pense que j'ai un peu de pudeur à prendre la parole pour parler de l'expérience malienne ou l'expérience africaine en la matière quand je vois tous ces responsables de radios du Sud ici présents, où chacun vit sa propre expérience en la matière. Mais je me dis que lorsqu'on me demande d'intervenir dans ce cadre-là, c'est peut-être pour lancer le débat qui va s'instaurer entre nous tout à l'heure. Et en ce qui concerne les radios en Afrique, je pense que actuellement cela bouge énormément. Assez longtemps, nous avons été un peu victimes de situations politiques parce que pour la plupart nous avons des partis uniques où le président n'était pas élu mais prenait le pouvoir, ce qui faisait que la radio avait tendance à rester véritablement la radio du pouvoir. Mais je pense que cela est en train de changer. Et je me dis aussi: est-ce que c'était une situation purement africaine ou c'était une étape d'évolution. Je me rappelle que lorsque je faisais mes études à l'ORTF - c'était dans les années 71 - nous avons, lors de la formation, un jour nous avons programmé une musique comme celle de Michel Polmareff, *Je suis un homme*. Et nous avons été rappelés à l'ordre par notre responsable de stage parce que c'était indécent de passer une telle musique sur une chaîne publique. Mais aujourd'hui, cela fait certainement sourire même en France. Donc c'est dire que, à un certain moment, le pouvoir avait tous pouvoirs, si je peux me permettre, sur les radios publiques. Mais aujourd'hui que le monde est devenu un village planétaire où l'exclusion culturelle qui a été demandée même par les Européens vis-à-vis de l'Amérique et qu'ils ne sont pas certains de pouvoir honorer, est-ce que nous aussi nous n'avons pas intérêt à changer. Est-ce que nous ne sommes même pas en train de changer, et de façon positive.

Aujourd'hui nous sommes obligés, je dirais, de changer, parce que, je l'ai dit lors d'une rencontre, l'information est devenue comme de la nourriture. Vous servez aux gens, ils aiment ça, ils consomment. Ils n'aiment pas, ils tournent le bouton. Ils ne sont plus obligés d'écouter un discours pendant une heure parce que c'est le discours de leur président. Ils ont la possibilité d'aller voir un feuilleton américain sur la télévision ou d'écouter une radio étrangère dans votre pays, ce qui vous condamne, vous, à faire en sorte que votre public vous reste fidèle. Et même si vous êtes une radio de service public, même si le président ou le pouvoir estiment que c'est leur radio et que vous devez absolument faire passer leur message, vous devez avoir l'intelligence de faire en sorte que le public reçoive ce message, parce que ce message, il est vraiment souvent le message pour le public. Mais il faudrait trouver un moyen de le faire passer sans pour autant vouloir lui faire un gavage, et c'est le rôle des professionnels de la communication aujourd'hui en Afrique. Cela ne va pas sans douleur, parce que ceux que nous voulons aider dans ce sens-là ne comprennent pas toujours pourquoi nous pensons qu'on ne peut pas passer un discours de 30 minutes parce que personne ne suit, ils ne le comprennent pas, et ça pose un conflit. Mais je pense que c'est une



évolution, une étape que nous sommes en train de franchir. La démocratie vient à peine de s'installer et ce n'est pas toujours facile. Ce qui fait que ceux qui ont aujourd'hui à diriger ces radios de service public sont des pionniers. Il y en a qui auront à y laisser des plumes, si j'ose m'exprimer ainsi, mais nous ne pourrions pas nous en sortir sans cet affrontement ou en tout cas ce dialogue avec ceux qui sont nos bâilleurs de fonds, parce que la radio de service public, telle qu'elle est en Afrique aujourd'hui, elle est effectivement un peu pour le pouvoir, même si nous essayons d'imposer notre professionnalisme. Il est certain que, jamais, un pouvoir, quel qu'il soit, que ce soit le pouvoir politique ou le pouvoir d'argent, ne laissera une radio totalement en paix, même au nom de la démocratie.

Récemment, nous étions à Paris, lors d'une réunion à la Tour Eiffel sur le Prix Jules-Verne et on nous a posé la question. Je pense que chacun de vous, en tout cas ceux des radios du Sud, très souvent on nous pose la question, "est-ce que vous avez une certaine indépendance vis-à-vis du pouvoir", et j'ai répondu que je pense que personnellement, bien qu'étant des services publics, j'ai plus d'indépendance que souvent un journaliste de TF1. Les gens ne comprenaient pas. J'ai dit, "mais, parce que moi, en tant que service public, je peux faire des reportages pour dire que dans mon pays, vraiment, les routes, ça ne va pas du tout. Les routes, ça ne va pas, les hôpitaux manquent de médicaments, les malades ne sont pas bien traités, etc." Et c'est la politique du gouvernement que j'attaque ainsi. J'ai dit, "mais est-ce que un journaliste de TF1 peut parler des ouvriers de Bouygues? Est-ce qu'il le peut? Est-ce qu'il ne risque pas quelque chose?" Vous voyez? Donc il n'y a jamais cette liberté absolue vis-à-vis du pouvoir. Ils feront toujours tout pour avoir la mainmise sur la radio, sur les médias. Mais c'est je pense à nous de faire en sorte que nous puissions échapper à ça.

Les radios de service public ont certaines contraintes aujourd'hui qui les limitent. C'est que, dans les pays comme les nôtres, où nous avons souvent 40 langues, souvent beaucoup de minorités, il faut faire une radio pour toutes ces minorités. Ce n'est pas toujours facile, parce que lorsque vous avez 40% de la population qui parle une langue et vous avez 5% qui parlent l'autre langue, en tant que radio de service public, il faut que les 5% puissent également se retrouver dans le média de service public. Mais au moment où vous diffusez pour ces 5%, vous avez vos 40% qui ont décroché. Et là c'est la lourdeur du service public. Comment nous allons contourner? Est-ce par la déconcentration des radios? Et faire ça aussi, c'est un débat que nous devons chercher à résoudre pour que nous puissions être écoutés, parce que la concurrence est très forte. Les radios privées sont là. Aujourd'hui, au Mali, je n'ai pas le chiffre exact, mais nous avons entre 40 et 50 radios privées. Ce qui fait que nous n'avons plus de monopole. Et nous ne voulons pas perdre le public, et nous avons les contraintes de service public. Je pense que ces radios privées qui arrivent aujourd'hui, personnellement je ne les conçois pas comme des concurrents de





la radio nationale. Personnellement. Je pense que nous sommes complémentaires avec les radios privées. Il y a eu des difficultés à les laisser arriver sur le marché parce que le pouvoir, à mon avis, était un peu frileux, avait peur en se disant, "ah, si on laisse ces radios, ça va déstabiliser le pays, etc". Mais notre expérience au Mali a fait que, bon, nous avons créé ces radios. Il y en a qui passent tout leur temps à insulter le gouvernement, il y en a qui font autres choses, mais, quand même, aujourd'hui le pouvoir lui-même ne se sent plus fragilisé par rapport à une quelconque radio. Je crois que c'était une expérience à vif(?). C'est pourquoi je pense que ces radios privées aident beaucoup la radio de service public, en ce sens que il n'y a plus.. la radio de service public n'est plus la voix de son maître. Elle est obligée de donner de l'information. Avant, on pouvait attendre 48 heures, deux jours pour que la nouvelle officielle arrive. Aujourd'hui, on est obligé de donner tout de suite la nouvelle parce que la radio privée, elle, dès qu'elle a la rumeur, elle n'attend même pas de vérifier les sources, comme l'exige la déontologie, dès qu'elle a la rumeur, elle lance la rumeur et ensuite elle ira chercher l'information. Après, ça peut s'avérer faux, elle peut donner une version tronquée, ou elle peut donner la vraie version, mais toujours est-il que aujourd'hui nous ne pouvons plus rester dans une telle situation.

Je disais, nous ne sommes pas des concurrents. De même que je pense que, même les radios internationales, les télévisions internationales ne sont pas forcément des concurrents à nous. Si nous arrivons à intéresser effectivement nos populations. Comment? Dans mon pays, nous avons des réalités que le citoyen vit tous les jours. Nous avons certaines fêtes traditionnelles, nous avons des choses qui se passent dans les villages. Et très souvent, peut-être pour notre propre culture, même le citadin aimerait savoir ce qui se passe dans son village. Mais si nous devons nous contenter de recevoir les programmes de télévisions extérieures pour les diffuser, il est certain que nous n'allons jamais avoir notre public, parce que, si moi je diffuse que c'est diffusé sur une autre télévision à laquelle le public a accès, forcément ils vont forcément aller sur ça, parce que eux ils vont diffuser ce qu'ils produisent et que moi je diffuse, mais ils vont faire plus. Mais en ce moment est-ce que moi je n'ai pas la possibilité d'aller voir ce qui se passe réellement dans mon terroir, de faire des productions dans ce sens et de venir les proposer, non seulement à mon public, mais de faire en sorte que, de par l'échange qui est possible avec, dans le cas du CIRTEF, que moi aussi je puisse remonter et dire au monde, "voilà ce qu'il y a également chez moi".

Je pense que, au niveau du service public, pour le moment nous avons l'avantage de pouvoir bénéficier d'une certaine assistance. Avec cela, nous avons beaucoup de possibilités au niveau du service public, qui fait que, personnellement, je pense que nous sommes complémentaires aujourd'hui et que nous avons à remonter. Merci, monsieur le président.



## Monsieur Claude Torracinta

Je dois dire que le témoignage venant du Mali est intéressant. Vous avez cité un exemple intéressant, je pense qu'effectivement, un sujet sur les ouvriers de Bouygues à TF1 poserait quelques problèmes.

Guillaume Chenevière, directeur de la Télévision Suisse Romande. Alors c'est le point de vue, je dirais, d'un petit pays du Nord. Je reprends mes questions, comment réagir aujourd'hui, quelles stratégies, quelles politiques, dans un contexte de concurrence quand même très fort pour la Télévision Suisse Romande puisque nous recevons de très nombreuses chaînes de nombreux pays.

## Monsieur Guillaume Chenevière

Merci. Je dois dire que si mon collègue du Mali est un peu intimidé par une aussi auguste assemblée, c'est aussi mon cas puisque, non seulement je représente un tout petit pays, une toute petite télévision de la communauté des télévisions francophones, mais encore, un pays dans lequel la langue française est minoritaire, et je fais partie d'une société, la SSR, qui, je l'observe tous les jours, pense en allemand, et le fait d'être francophone dans une telle situation reste une expérience. Donc cette solidarité de fond avec la communauté francophone - j'entends parler mon ami du Mali et tout à l'heure mon ami du Canada; on voit bien combien nous avons des problèmes semblables dans tous nos pays - je pense que cette solidarité francophone est très importante. Et je voudrais pour commencer rendre hommage à TV5 puisque c'est un très bel exemple où les grands pays francophones, comme la France et le Canada, accueillent des tout petits pays comme la Belgique et la Suisse, que je représente, et nous permettent, ce qui est reconnu aujourd'hui vient d'être reconnu par notre ministre membre du Conseil fédéral suisse, permet à la Suisse d'avoir une présence à travers l'ensemble du globe par une culture minoritaire qui est la culture francophone.

Et tout à l'heure, en écoutant monsieur Juneau parler du marché, je me disais que c'est vrai qu'il ne faut pas parler de marché, sauf si on donne à ce mot ce sens très particulier justement de notre culture francophone, qui est la culture du marché dans le beau sens. J'ai la chance d'habiter moitié Genève, moitié Paris, et le dimanche matin je fais mon marché dans le quartier de la Convention. Et en écoutant Juneau, je me disais, oui, le marché est vilain quand c'est le *market*; mais quand c'est le marché au sens de nos beaux marchés, nos beaux légumes, c'est une autre chose. Et il y a une vieille histoire qui est une sorte de légende de la francophonie qui est qu'un linguiste anglais avait eu l'idée de se dire, "mais comment les Français peuvent dire *nine eggs*? Comment ce qu'on peut dire en français *nine eggs*? Est-ce



qu'on dit "neuf eux", "neuf euf", "neuf zeu", "neuf zeuf"? Comment les Français font ça?" alors il avait envoyé tous ses étudiants et les étudiants venaient justement sur nos beaux marchés et ils disaient, *nine eggs* et puis ils montraient les yeux. Et la grande majorité des marchands leur répondait, "ah! Je vois! Monsieur veut neuf beaux zeu". Voilà la solution francophone. Qui ne ressemble à aucune autre, n'est-ce pas. C'est dans celle-là que nous sommes aujourd'hui.

Alors dans le tout petit pays qui est le nôtre, nous avons eu évidemment une énorme explosion de l'offre depuis quelques années. Quatre-vingt pour cent de nos concitoyens sont aujourd'hui rattachés au câble, 5% ont une antenne parabolique pour recevoir les satellites, et nous constatons que dans la pratique de la consommation télévisuelle, on travaille sur un univers qui est le double aujourd'hui de ce qu'il était il y a moins de 10 ans. Il y a aujourd'hui, pour les plus privilégiés d'entre mes concitoyens, plus de 20 chaînes francophones à disposition, dont des chaînes spécialisées dans le sport, dans l'information, dans les programmes pour enfants, dans les documentaires, dans la culture, même dans les émissions érotiques, et encore d'autres choses. Et la télévision digitale nous annonce 80 chaînes francophones supplémentaires. Et cela, joint au fait que nos concitoyens ici ont une homogénéité culturelle totale avec les programmes qui nous viennent de la France, nous met effectivement dans une position de concurrence qui est très difficile. Alors qu'est-ce que nous avons fait pour répondre à la question de Torracinta? D'abord je crois que la chose la plus importante c'est que nous avons été renvoyés, au fil des 40 ans d'existence qu'a connus la Télévision Suisse Romande, nous avons été renvoyés d'une mission qui était beaucoup d'ouverture sur le monde à, au fur et à mesure que le monde arrive à travers tous ces canaux - et je ne parle pas d'Internet et d'autres développements - nous avons été amené à nous rapprocher de plus en plus d'une mission d'expression de l'identité culturelle des gens que nous représentons et pour lesquels nous travaillons. Et je crois que McLuhan a dit que le contenu d'un média, c'est les gens qui le consomment, et je crois que, plus on avance dans le temps, plus cette phrase, prononcée il y a déjà de nombreuses années, apparaît prophétique et juste pour l'expérience que nous faisons aujourd'hui.

Il faut dire que c'est probablement un luxe assez inouï que de faire une télévision généraliste complète, avec 8 500 heures de programmes par année, avec 1 000 collaborateurs, un budget d'environ 200 millions de francs suisses qui est produit par la taxe de redevance, qui est au fond un abonnement forcé sur tous les foyers de suisse et puis pour un quart environ par des revenus publicitaires. Je n'insiste pas sur la répartition nationale qui fait que nous bénéficions d'un peu plus d'argent que ceux que nous aurions générés par les seuls francophones, grâce à la générosité des alémaniques, tout cela pour 1,5 million de téléspectateurs potentiels. Nous avons envoyé à la vidéothèque de Tokyo les œuvres d'un de nos réalisateurs et le conservateur de la vidéothèque de Tokyo m'a envoyé une lettre de remerciements en me



disant, "j'ai été très sensible à ce que vous avez fait, j'ai trouvé très belles ces émissions que vous nous avez envoyées, mais ce qui m'a le plus frappé, c'est que vous fassiez tout ça pour si peu de gens". Et je crois que c'est un des privilèges que nous avons, de faire tout ça pour si peu de gens, et j'y reviendrai tout à l'heure parce que c'est une chose qui compte.

Alors, ce que nous avons fait face à cette énormité de l'explosion de l'offre qui est accessible aujourd'hui à tous les téléspectateurs chez nous, eh bien, c'est, assez logiquement, d'augmenter notre offre, premièrement. Donc nous avons, depuis très peu de temps, une deuxième chaîne, qui nous permet de compléter l'offre généraliste centrale par des offres plus ciblées, d'abord dans le domaine du sport parce que c'est l'endroit où c'est le plus évident, mais aussi dans le domaine de la culture, dans le domaine de l'information régionale, voire locale.

Et puis, dans un deuxième temps, nous allons monter sur le satellite en utilisant les possibilités de la compression digitale, de façon à être accessible pour les téléspectateurs qui ne reçoivent la télévision plus que par satellite, qui sont déjà aujourd'hui à peu près 20 000 en Suisse mais ils augmentent continuellement, et puis, par la même occasion, de façon à pouvoir nous adresser à nos concitoyens qui sont répartis sur le continent européen et qui n'ont pas aujourd'hui la possibilité, hormis, grâce à TV5, d'avoir accès à nos programmes.

La troisième chose que cela nous fait faire, et qui est au fond encore le point central, c'est, nous sommes poussé à augmenter notre offre originale. Il est possible que pendant un certain nombre d'années, l'accès que nous avons la chance d'avoir toujours pratiquement ici en première diffusion - nous disons souvent que nous sommes un deuxième marché de première diffusion de tous les produits internationaux doublés en français puisque, l'expérience le démontre, la télévision ne se communique que dans la langue maternelle des gens qui la regardent, il est extrêmement difficile de s'intéresser aux programmes de télévision en dehors de sa langue maternelle - la disponibilité de cette offre a peut-être été pour nous un peu un oreiller de paresse. Nous pouvions nous construire une sorte d'assurance sur l'accès à de très beaux produits, des films, des séries, des choses comme ça, que nous achetons relativement bon marché, nous avons un tout petit marché, à nos collègues internationaux. Aujourd'hui, les mêmes offres se retrouvent, grâce à la segmentation du marché, sur toutes sortes de chaînes, sauf que ça nous oblige à produire toujours davantage d'émissions originales. Et nous aimons à dire qu'autrefois, le tapis des émissions achetées était une sorte de support pour nos émissions propres et que aujourd'hui la concurrence a renversé cette chose et que ce sont nos émissions propres qui colorent le tapis d'émissions achetées qui servent à l'accompagnement, notamment dans les heures diurnes.



D'autre part, nous avons observé que plus la concurrence se développe, plus les offres mondiales et commerciales envahissent nos écrans, ainsi, du reste, que les offres spécialisées touchant des spectateurs dans des cibles extrêmement précises, plus c'est le cas, plus l'utilisation que les téléspectateurs font de notre télévision particulière est une utilisation de contenu. Sur les 1 000 émissions qui ont été regardées le plus par le plus grand nombre de monde l'année dernière, donc en 1995 - et cela représente des émissions à partir d'un seuil qui correspond à peu près à un sixième de la population totale de notre région - sur ces 1 000 émissions, non seulement toutes, hormis deux, étaient des émissions de notre télévision nationale, mais, ce qui est plus intéressant, elles étaient, pour l'immense majorité d'entre elles, plus de 80%, des émissions de contenu, des émissions d'information, des émissions de débats, des émissions de culture, même, des émissions qui supposaient une expérience collective riche. Donc l'utilisation que les gens font de la télévision dans un monde où effectivement il y a une quantité d'émissions futiles et d'émissions d'accompagnement, que je ne méprise pas du tout pour autant, il est intéressant de voir que quand les gens se rassemblent autour du poste de télévision, et en l'occurrence de la télévision nationale, c'est pour une expérience de contenu. Je crois qu'en vérité, la télévision aujourd'hui joue un rôle essentiel dans le tissu social, le tissu social de nos sociétés tend, en tout cas ici en Europe, à se désagréger, et la télévision se voit tout d'un coup chargée d'un rôle de plus en plus important dans le contact des gens entre eux et avec la société dans laquelle ils vivent. Il est du reste frappant de voir que nous sommes devenus la principale source d'information de nos concitoyens dans pratiquement tous les domaines, y compris l'information culturelle. Il n'y a guère que l'information tout à fait ponctuelle, locale, ou l'agenda des spectacles et des manifestations pour lesquelles la presse écrite est une source d'information plus importante que nous ne sommes devenus. Ce qui évidemment nous impose une énorme responsabilité parce que on le constate tous les jours, ce qui ne se met pas en image, ce qui ne se montre pas dans les médias, a beaucoup de peine à exister, et cela est même vrai pour des choses extrêmement importantes. Vous le savez bien, dans l'histoire de la guerre du Golfe, la manière dont cette guerre a été rapportée à travers les images de CNN, on a coloré la perception des téléspectateurs, et nous voyons bien qu'une tragédie affreuse comme celle de Srebrenitsa, qui n'a fait bien sûr l'objet d'une image, a une espèce de curieuse existence par comparaison à d'autres, qui, elles, ont été médiatisées. Donc nous sentons bien que nous avons une très grande responsabilité dans ce que nous montrons et dans ce que nous ne montrons pas.

Sur la question de la culture, tout à l'heure j'ai été agressé à l'entrée de la salle par quelqu'un qui j'espère va participer au débat tout à l'heure, qui m'a dit, "comment, vous, un homme de culture, vous participez à ce média de trivialité et de vulgarité". Je crois qu'une chose très importante qu'a dit, sous forme de boutade, Umberto Eco, mais qui est vraie, "la télévision abrutit les gens cultivés mais elle cultive ceux qui



mènent une existence abrutissante". Et je crois qu'il est vrai que la télévision a, au fil des années, et de plus en plus aujourd'hui, ouvre les horizons des gens qui la regardent, elle les met en contact, parfois par hasard, avec des choses qu'ils n'auraient jamais découvertes sans son existence, et il faut avoir très confiance en cela, que derrière la communication de masse, derrière les grands chiffres, il y a toujours une communication individuelle avec un téléspectateur, seul à l'autre bout devant son poste, à qui tout d'un coup on peut faire prendre conscience, on peut faire découvrir quelque chose. Et ça reste une des valeurs essentielles de notre mission, c'est qu'à travers ce grand réseau de communication s'introduit tout d'un coup des petites illuminations individuelles, et j'en veux seulement pour preuve que j'étais directeur de théâtre avant d'être directeur de télévision et je peux vous parler d'expérience, au fil des 40 années depuis qu'il y a la télévision dans ce pays, les expositions, les spectacles, les représentations théâtrales, les concerts, les manifestations de toutes natures qui impliquent la participation physique du public se sont énormément développés et je veux croire, et je le crois très sincèrement, sous l'influence de la télévision.

Alors je veux simplement dire en conclusion que je sens très fort quel grand privilège est le mien de pouvoir diriger une télévision à l'intérieur d'un tissu social aussi restreint, aussi étroit. Un million cinq cent mille, je pourrais presque dire que je peux appeler par leur prénom chacun de mes téléspectateurs. En tout cas, eux m'appellent par mon prénom. C'est déjà assez bon signe. Même quand ils m'abordent dans la rue. Et c'est une chose qui je crois est un grand privilège, c'est d'avoir un contact. Je crois qu'on s'illusionne beaucoup sur l'importance des autoroutes de l'information, des images globalisées. À côté des autoroutes de l'information, il faut attribuer une très grande importance aux routes secondaires, aux départementales, aux petits chemins, même aux petits sentiers. C'est là-dessus que se fait la véritable communication et là-dessus que nous avons tous, services publics, un très grand rôle à jouer. Lorsqu'on parle de rendre l'espace audiovisuel européen semblable à quelque chose comme les États-Unis d'Amérique, et j'entends souvent ce discours tenu à Bruxelles par exemple, je crois que c'est une véritable rêverie, car cet espace, heureusement, se brise sur la barrière des langues et des singularités qui sont la caractéristique de notre continent. Et je crois que notre but à nous, c'est de rendre les gens ouverts et curieux aux nations qui les entourent, qui sont dissemblables d'eux par la l'histoire, par la langue, par la culture. C'est déjà un problème pour nous en Suisse de rendre les Suisses intéressés les uns aux autres. On dit souvent que les Suisses s'entendent bien parce qu'ils ne se comprennent pas. Eh bien, nous, notre rôle, c'est de faire en sorte qu'ils arrivent à s'entendre tout en se comprenant. Et je crois que cela est vrai à l'échelle du continent européen, et je crois qu'il faut voir que dans cette tâche de service de la culture et de l'identité des gens qui nous regardent, tout en restant branchés sur un monde plus large, il y a là une belle mission à remplir et de grandes chances de pouvoir conjugué ce qui est toujours très difficile pour



les services publics, c'est les ambitions philosophiques et le pragmatisme, sans lequel une télévision ne peut pas durer et rester présente sur son marché, pour reprendre l'expression qui déplaît tant à monsieur Juneau.

### **Monsieur Claude Torracinta**

Merci à Guillaume Chenevière pour cette définition de la stratégie et de la politique de la Télévision Suisse Romande. On va retourner maintenant, si j'ose dire, monsieur le professeur, en Afrique avec vous, pour nous parler du point de vue que vous avez, vous, depuis notamment le Cameroun, depuis l'Afrique.

### **Professeur Gervais Mendo Ze**

J'aurais certainement beaucoup à dire sur le sujet qui nous intéresse, qui nous occupe ce soir, parce que je me pose un certain nombre de questions. Le sujet renvoie à un débat: la différence, ou du moins les articulations, entre le service public de la communication d'une part, et le privé. On parle aujourd'hui de concurrence, de la privatisation et que sais-je encore. Comment peut-on concevoir l'un sans redéfinir et concevoir l'autre. Voilà autant de questions. Et ce débat, transporté au domaine de l'audiovisuel, renvoie à un certain nombre de préoccupations qui concernent notre vie quotidienne en Afrique, parce que là-bas, la situation a éminemment évolué.

Nous sommes passés du monopole, d'une situation d'immobilisme, au pluralisme. Nous sommes passés de l'attentisme à l'agressivité, puisque on n'attend plus, dans nos radios et télévisions, qu'un événement, qui a eu lieu peut-être à la frontière entre le Cameroun et le Gabon, puisse être donné par Africa. Il faudrait que notre radio, notre télévision puissent rendre compte, être les premiers sur l'événement. On arrive donc à un traitement instantané de l'information grâce à des méthodes qui permettent une investigation de plus en plus pour informer objectivement les citoyens. Mais le problème qui se pose ici dans cette articulation, c'est la question de savoir comment concilier les intérêts du privé, qui privilégient le résultat, qui privilégient en quelque sorte les bénéficiaires, aux intérêts du public, qui, pour nos régions, privilégie la gratuité, puisque, jusqu'à une date récente, on ne pouvait pas concevoir que l'on paie des droits par exemple pour recevoir la radio, pour avoir le signal, et les gens ne comprennent pas toujours. Le public a ses préoccupations. Il faut instruire. Il faut éduquer. Il faut divertir, à peu de frais, puisque c'est en quelque sorte aussi la mission de l'État et du gouvernement. Alors que de l'autre côté, il y a le privé, les initiatives privées, qui, elles, peuvent par exemple augmenter les frais sur une ligne éditoriale différente de celle du public et atteindre, vaille que vaille, les résultats qui sont les leurs.



L'autre problème, c'est que l'actualisation ainsi que la situation de crise que vivent nos radios et télévisions à travers l'ensemble des pays, posent un certain nombre de problèmes quant à ce qui est du renouvellement de l'outil technologique, des moyens à mettre en oeuvre pour une information de plus en plus édifiante du public, ainsi que pour la mise en oeuvre de politiques de programmes permettant d'accrocher les téléspectateurs et les auditeurs. Je pense, que de plus en plus, vu du Nord, on peut par exemple dire que les avancés de la démocratie peuvent se mesurer par le nombre de radios et de télévisions privées. J'appartiens à un pays où la réglementation en ce qui concerne le phénomène de radios et télévisions privées, a déjà été libéralisée. Des textes de loi adoptés par le parlement ont libéralisé ce système. Mais nous n'avons pas encore les radios et télévisions privées tout simplement parce qu'on attend les textes qui vont certainement donner lieu à l'application de ces lois. Mais il y a déjà une cinquantaine de demandes, paraît-il, pour ces radios. Mais j'observe tout de même que, d'une manière générale, lorsque ces radios existeront ou existent, elles ont une aire circonscrite parce que, le plus souvent, c'est les grandes villes, avec des préoccupations plus ou moins commerciales, ça sera par exemple pour nous, pour ceux qui connaissent mon pays, ça sera pour Yaoundé, Douala, peut-être Abafousam, dans les très grandes villes, alors que la radio et la télévision nationales vont certainement continuer à couvrir l'ensemble du pays. C'est le cas en ce qui concerne la plupart des autres pays.

Cette situation existe. Il n'y pas encore de radios et de télévisions privées, mais il y a la floraison d'une presse écrite agressive, indépendante, j'ose dire, qui peut aborder n'importe quelle question et qui concentre encore l'ensemble des préoccupations pour exprimer le point de vue des populations sur l'ensemble des sujets. Il y a également une forêt immense de paraboles, d'installations paraboliques qui permettent de capter les signaux de CNN, de CFI, en tout cas, de toutes les chaînes que l'on veut, pour les restituer dans l'ensemble, dans l'immense partie de la population, de sorte que les gens vivent en quelque sorte l'ère de la concurrence. C'était sans vraiment attendre que s'installent les radios et télévision privées. Vous comprenez que dans ces conditions, le téléspectateur moyen perçoit et capte un signal qui est produit par CNN, par TF1, etc., par toutes ces télévisions, et les compare donc de façon obligée aux programmes et ainsi qu'aux nouvelles données par la radio et la télévision publiques. C'est vraiment un contexte de concurrence. C'est vraiment un contexte de compétition. Et lorsque la radio et la télévision privées s'installent, elle a la possibilité de créer des espaces, de concevoir un certain nombre de choses. Elle atteint des cibles, un public qui est peut-être des fois restreint, alors que la radio et la télévision d'État vise en quelque sorte l'ensemble et prend en compte un certain nombre de préoccupations qui effectivement peuvent être inscrites dans l'action gouvernementale.





J'observe, non pas pour le déplorer, mais pour le dire quand même, parce que ça existe, que la radio privée et la télévision publique sont donc, non pas dans une situation de concurrence, mais dans une situation de complémentarité. Mais j'observe également que, en ce qui concerne le public, il y a comme un manque d'intérêt de l'action énergique qu'il faudrait donner pour qu'il y ait une véritable impulsion de la radio d'État, de la radio publique, pour qu'elle puisse prendre en charge ces missions essentielles de divertissement, d'éducation et d'information.

Je n'en veux pour preuve que deux exemples. On assiste en Afrique à la création d'un certain nombre d'ONG, d'organisations non gouvernementales, qui d'ailleurs sont plus ou moins financées par un certain nombre et qui surprend un tout petit peu les aides ainsi que la coopération classique. Alors le financement de ces ONG permet aujourd'hui d'encourager effectivement ces initiatives privées. Mais il y a comme un laisser-aller des organismes publics, qui, eux, ont une mission publique d'investissement puisque les outils, les infrastructures et les équipements sont passés et les moyens ne sont pas toujours là, et ils ont à faire face à un certain nombre de préoccupations.

Je prends aussi un autre exemple, qui m'a toujours frappé. C'est que dans le cas des programmes d'ajustement structurel, on peut très bien financer à coups de renfort financier, à coups même de préoccupations et de technologies, une campagne contre le sida, une campagne contre une endémie. Mais très souvent, ces budgets-là ne prévoient pas quelque chose sur la communication, qui devrait instruire les populations, qui devrait justement donner des messages, qui devrait donner l'éducation. On assiste donc à un amenuisement des moyens en ce qui concerne les méthodes de la communication, et je crois que, là encore, il faudrait faire quelque chose, tant du point de vue du financement que de l'équipement pour permettre aux radios et télévisions publiques de prendre en charge leur mission essentielle.

J'en viens donc à la conclusion que le sujet abordé ce soir est capital. Comment arriver à résoudre le problème? Il s'agit, à mon avis, de multiplier les processus d'échanges entre les radios et les télévisions, tant du point de vue des programmes que du point de vue de la technique. Il s'agit de faire en sorte que on puisse permettre aux pays africains de suivre les évolutions technologiques et aussi de prendre en compte le fait que les mutations sociales, la démocratisation, sont prises en charge et répercuter à la fois par les radios et télévisions privées mais aussi par le public, qui juste là prend en compte vraiment l'ensemble des populations et l'ensemble des préoccupations.



Je crois également qu'il serait effectivement souhaitable de prendre en compte les préoccupations et les conclusions des réunions. Nous sommes au sixième SEFOR, il y a une réflexion de base, une réflexion qui est faite, mais très souvent on a l'impression que la traduction de telles conclusions n'est pas toujours suivie de faits, et je crois que l'ensemble des préoccupations et des conclusions qui sont dégagées dans nos diverses réunions pourraient peut-être faire l'objet d'une approche plus globale dans les instances de la francophonie pour que le public joue vraiment son rôle et que, dans le cadre d'une convivialité, dans le cadre d'une complémentarité, initiatives publiques et privées puissent se donner la main, dans le cadre, non pas d'un échange, non pas dans le cadre d'une approche compétitive, mais dans le cadre d'une situation de complémentarité pour que les uns et les autres puissent, suivant les lois du marché, suivant une approche claire du rôle des uns et des autres, parvenir à la complémentarité qui sous-tend les avancés démocratiques, la dignité, l'économie dans nos pays. Merci.

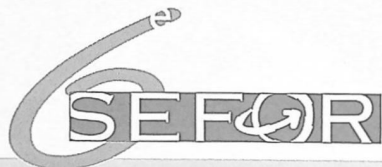
### **Monsieur Claude Torracinta**

Avant d'en venir à éventuellement quelques répliques et surtout au dialogue avec la salle, j'aimerais demander à Laurent Bonnard, dont je disais tout à l'heure qu'il est journaliste à la radio, donc c'est quelqu'un de l'intérieur d'un de nos médias, mais en même temps qui a un regard extérieur notamment sur la télévision, comment il a réagi à ces quatre interventions. Quelle réplique propose-t-il?

### **Monsieur Laurent Bonnard**

Donc pas d'exposé supplémentaire, je pense que c'est une bénédiction. Il m'est attribué donc le rôle du journaliste qui aboie, et c'est un véritable plaisir. Je remarque qu'il y a une convergence de vues tout à fait surprenante, totale sur le plan stratégique entre messieurs Chenevière et Sidibé. Monsieur Sidibé disait, "la concurrence internationale n'est pas dangereuse si nous arrivons à intéresser notre public aux choses qui se passent réellement". Et finalement c'est exactement ce qu'a dit monsieur Chenevière tout à l'heure. Ça, c'est ma première remarque.

Ma deuxième remarque c'est que c'est vrai, probablement que c'est la vocation de cette salle, c'est que nous gonflons nos pectoraux de médias de services publics. On se trouve assez bien ensemble, probablement. Moi je remarque quand même que la concurrence avec le privé fait des dégâts! C'est



comme si on les ignorait maintenant, ces dégâts. Je vous cite un chiffre, tiré du Rapport sur le rôle de la télévision de service public dans une société plurimédias - titre intéressant - publié par le Parlement européen. "Les télévisions européennes publiques, longtemps protégées par le monopole, ont vu leur audience baisser avec la concurrence des chaînes privées, leur part de marché passant de 82% en moyenne en 84 à 57% en 1990". On peut quand même se demander si c'est un train qui va s'arrêter ou bien si, décidément, les médias de service public vont voir leur part de marché baisser, baisser, baisser, mais jusqu'à quand. C'est une question qu'on peut se poser, quand même.

À part ça, j'ai deux questions à poser tout de suite à messieurs Sidibé et Mendo Ze. Il y a comme une incantation qui parcourt cette salle, une incantation aux bénédictions du progrès technique, finalement. Comme si c'était un progrès ou une fatalité. J'aimerais bien savoir, monsieur Sidibé, ce que vous en pensez. Vu du Mali, à votre avis, est-ce que le Nord fait fausse route lorsque finalement il se livre pieds et poings liés à ces grands groupes médiatiques qui font la loi et qui imposent leur loi commerciale avec le profit comme première priorité. Est-ce que le Nord fait fausse route, là?

### **Monsieur Abdoulaye Sidibé**

Je pense que vous avez la réponse à votre question et que vous me la posez quand même, parce que quand on se livre mains ou poings liés à qui que ce soit, on fait fausse route. Je pense que le profil a des limites, c'est-à-dire que nous arriverons à un niveau tel qu'il faudra repenser ce que nous sommes en train de mettre en place. Pour l'instant, nous sommes tous embarqués sur Internet, où on nous embarque également, en oubliant par exemple que en Afrique, aujourd'hui, il y a des gens qui n'ont même pas de courant pour regarder la télévision. Alors vous imaginez l'ORTM en train de monter sur Internet pendant que 80% de la population n'arrivent pas du tout à suivre même ce qui se passe à Bamako.

Donc, aujourd'hui, les grands groupes d'intérêt ne pensent qu'à leur intérêt. Ils vont nous vendre la grande technologie, nous allons y aller. Mais le matériel technologique monte tous les jours, au point que finalement on ne sait pas où il va s'arrêter. Nous payons aujourd'hui une Betacam à, mettons, 40 millions de francs CFA; dans 10 jours ou dans trois mois, c'est dépassé. On va nous proposer autre chose. Et nous sommes obligés d'y aller parce que, autrement, nous ne ferons même pas d'échanges avec le Nord. Alors donc nous nous embarquons tous dans une situation, mais il est un moment où il faut qu'on s'arrête et qu'on réfléchisse.



Donc je pense que le Nord fait fausse route en se laissant entre les mains de ces grandes sociétés qui ne pensent qu'à leur intérêt et qui nous entraînent. Et nous, qui sommes plus ou moins dans votre sillage, nous sommes en train de faire fausse route avec vous. Alors il faut que, ensemble, nous trouvions une solution.

### **Monsieur Claude Torracinta**

Guillaume Chenevière, juste sur ce point, est-ce que vraiment on peut éviter cette tendance? Est-ce qu'il n'y a pas une illusion dans votre question, Laurent Bonnard, sur le fait qu'on pourrait éviter la constitution de ces grands groupes? Est-ce que la question n'est pas de savoir s'il faut les éviter ou éviter la technologie, mais comment les télévisions de service public peuvent s'adapter et réagir?

### **Monsieur Guillaume Chenevière**

Je voulais juste dire que je crois que il ne faut pas se mettre pieds et poings liés devant ces grands groupes-là, il ne faut pas présenter la chose comme s'il y avait une sorte de perte asymptotique des télévisions de service public, qui bientôt allaient disparaître pendant que les grands groupes s'installent. Je crois que les deux choses coexistent très bien. En ce qui concerne la toute petite télévision que nous sommes, on n'a pas du tout connu une perte de part de marché telle que celle que tu décris, et je crois qu'il y a tout simplement dans certains pays où il n'y avait que des télévisions de monopole, de service public, évidemment il a bien fallu faire de la place aux autres télévisions. Mais il y a un équilibre qui s'installe, et Dieu merci, je n'ai pas le sentiment d'être dans une maison qui est livrée pieds et poings liés à des grands groupes multinationaux. Et j'espère que cela durera comme ça. Qu'on ne puisse pas éviter leur présence, comme dit Claude, cela est vrai, mais je pense qu'il y a une place pour nous tous, pour exister, par ailleurs.



**Monsieur Claude Torraccinta**

Un mot de Pierre Juneau.

**Monsieur Pierre Juneau**

Une réponse simple, rapide: c'est "oui" sans aucun doute, à mon avis. Est-ce que c'est une menace pour le service public? Ça dépendra des politiques que les pouvoirs publics adopteront dans nos pays dans le monde pour les organismes de service public. Mais pour la société en général, à mon avis sans aucun doute. Je vous donne un exemple au Canada, parce que vous m'avez demandé, monsieur le président, de parler du cas canadien, il y a un financier canadien, mais qui est maintenant implanté aussi en Angleterre, qui vient d'acheter, en plus des choses qu'il avait déjà, une autre chaîne de journaux, qui était la principale chaîne anglophone de journaux au Canada, ce qui lui donne presque 50% de tout le marché - parce que là il s'agit vraiment de marché - de tout le marché de la presse quotidienne au Canada. Eh ben, oui, moi je trouve que c'est un danger, ça.

**Monsieur Claude Torraccinta**

C'est vrai, en Suisse Romande, le même éditeur possède plus de 60% actuellement.

**Monsieur Pierre Juneau**

Le même dont je parle?

**Monsieur Claude Torraccinta**

Non! Un seul éditeur en Suisse Romande possède 60%. Donc, vous voyez, vous n'êtes pas encore arrivés à la situation romande. Laurent Bonnard, deuxième question.



### **Monsieur Laurent Bonnard**

Je suis tout à fait d'accord avec vous, Claude Torracinta. Probablement que c'est la réponse qui manque pour le moment, et la façon d'organiser cette coexistence. J'ai remarqué quand même que dans le diagnostic posé par monsieur Mendo Ze, il y avait pas mal d'éléments négatifs, enfin, pessimistes, c'est-à-dire qu'on n'arrivait pas à intéresser véritablement, si je vous comprends bien, monsieur Mendo Ze, on n'arrivait pas à intéresser véritablement la population aux efforts faits par les médias de service public pour les intéresser à autre chose que CNN ou que les divertissements de TF1. C'est ça? Vous êtes plutôt pessimiste, monsieur Mendo Ze?

### **Professeur Mendo Ze**

Je ne suis pas pessimiste, je suis plutôt réaliste. Je pense que c'est bien de promouvoir une radio et une télévision privée. C'est d'ailleurs une bonne chose. Vous savez, la radio et la télévision privées sont un peu comme une nouvelle femme que l'on épouse. Des fois, on oublie celle qui, pendant des années, a fait le chemin avec vous et qui est là. Il y a comme un goût de la nouveauté en ce qui concerne la radio et télévision privées. Mais il reste que dans nos pays, et je vais parler du spectre de rayonnement, ça, il faudrait le dire, la radio publique et la télévision publique prendront toujours en charge des préoccupations d'envergure nationale, qu'il s'agisse de l'éducation, qu'il s'agisse de la formation, etc.

### **Monsieur Laurent Bonnard**

J'avais très envie de vous poser la question, monsieur Mendo Ze: dans le fond, pour vous, est-ce que Internet c'est un luxe par rapport à vos besoins concrets, immédiats, ou bien est-ce que c'est quelque chose d'intéressant.

### **Professeur Gervais Mendo Ze**

Internet n'est pas un luxe. Les gens parlent du village planétaire, des autoroutes. L'Afrique ne peut pas être, disons, en reste. Il faut que nous puissions nous accrocher. Et Internet permet effectivement un



ensemble de données, qui nous permet de vibrer au diapason de l'actualité mondiale et internationale. Mais il s'agirait de mettre en place des synergies permettant à chacun d'aborder les coûts de telles opérations. Et je crois que c'est là, le véritable défi. Ce n'est pas un luxe du tout puisque le moindre villageois, le moindre paysan au Gabon, au Mali, a besoin d'être informé. Il a besoin de vibrer au diapason de l'actualité mondiale. D'ailleurs, il en parle avec aisance. Mais lorsqu'il y a un déficit de l'information, ils se plaignent. C'est pourquoi il s'agirait donc de promouvoir Internet, mais de trouver les meilleurs moyens pour que les uns et les autres, quelle que soit leur situation, en aient accès.

### **Monsieur Claude Torracinta**

Mais est-ce que la différence dans le regard que vous portez les uns et les autres sur les rapports public-privé, ne vient pas du fait que l'arrivée des radios et des télévisions de service privé permet le pluralisme dans l'information et libère en quelque sorte les télévisions ou les radios de service public, alors que pour le regard des gens du Nord, l'arrivée des télévisions privées a des conséquences sur les programmes de télévision. Est-ce qu'il n'y a pas là, Guillaume Chenevière, une divergence dans le regard qui est porté sur cette situation?

### **Monsieur Guillaume Chenevière**

Je crois aussi qu'il y a une divergence et que il faut faire attention que les télévisions de service public ne sont pas nécessairement des télévisions d'État. Nous avons la chance en Suisse de ne pas être une télévision d'État et donc d'avoir été très vite confronté à des problèmes d'entreprise et des problèmes de fonctionnement privé, malgré tout. J'ai envie de raconter une histoire. J'ai vu une émission africaine formidable à une compétition d'émissions religieuses. Il y avait un combat entre des représentants de différentes religions. Un moment donné, la discussion portait sur "qui a le vrai Dieu". Alors, le représentant de la religion musulmane a été le meilleur exemple du débat parce qu'il a dit la chose suivante: "quand on fait l'amour, il y a des millions de spermatozoïdes, mais il y en a un qui va au bout et qui fait l'enfant, et c'est le mien". Alors je crois que c'est ça, la définition du bon service public: c'est celui-là.



### **Monsieur Abdoulaye Sidibé**

Je me pose la question, par rapport à Internet, s'il n'y a pas un peu un effet de mode. Internet, c'est vraiment ce qui est à la mode. Malheureusement, je suis un journaliste de la radio rurale, donc j'ai des préoccupations peut-être un peu plus terre-à-terre. Aujourd'hui, on nous donne l'impression que si on n'est pas Internet, on n'est pas informé. Mais je ne pense pas que ce soit le cas, il y a tellement d'information. Il va y avoir 80 chaînes, vous avez dit en Suisse. Mais c'est pourquoi? Qui va regarder 80 chaînes? Est-ce que, avec deux ou trois chaînes, il ne sera pas suffisamment informé? Ceci dit, Internet, c'est certain que nous avons des gens qui ont besoin d'Internet et que nos pays doivent être sur Internet. Autrement, nous serons peut-être des sous-informés par rapport à ceux-là qui ont besoin de certaines informations. Mais il n'est pas dit que sans Internet, ceux qui n'auront pas l'information à partir d'Internet ne seront pas informés. Alors j'ai des préoccupations peut-être un peu plus terre-à-terre pour l'instant et je pense que, avec trois, quatre chaînes déjà, ça me suffirait. Je n'ai pas besoin de gavage d'information parce que on n'aurait pas le temps d'écouter tout ça.

### **Monsieur Claude Torracinta**

Merci, monsieur Sidibé. Laurent Bonnard, une autre réaction.

### **Monsieur Laurent Bonnard**

Je ne suis pas ici pour faire des nuances. On est d'accord. J'aimerais poser une autre question à monsieur Sidibé. Comme directeur de la télévision malienne, vous cherchez certainement des collaborations au Nord. Est-ce que ça vous est indifférent de chercher des collaborations au Nord dans le secteur privé ou dans les chaînes de télévision de service publique.

### **Monsieur Abdoulaye Sidibé**

Je dois dire que ça m'est indifférent, parce que je pense que les chaînes privées, même au niveau du Mali, je souhaite collaborer au maximum avec les chaînes privées, parce que, actuellement au niveau de l'ORTM, je pense que nous avons des hommes qui ont reçu une certaine formation que certaines des





radios privées n'ont pas, et chaque fois que j'organise des stages, je les invite à participer pour que nous puissions partager cette expérience. Maintenant, est-ce que de plus en plus il va y avoir - parce que le problème se pose très souvent au niveau de l'information - est-ce que il va y avoir l'information de la chaîne privée et l'information de la chaîne publique. Est-ce que nous n'allons pas harmoniser l'information, parce que, aujourd'hui, moi je ne peux plus avoir la langue de bois, je suis obligé de donner l'information. Et souvent, en tant que service public, j'ai plus de possibilités parfois, en tout cas en ce qui concerne les pays africains, d'accéder à l'information, en tout cas lorsque cette information se trouve au niveau de l'autorité. Ce qui n'était pas le cas avant, parce que il y avait de la rétention de l'information. Est-ce que aujourd'hui je vais avoir peur d'une chaîne privée? Pas du tout. Je dis donc, en matière d'échange d'information ou de collaboration, que ce soit une chaîne privée ou une chaîne de service public, je suis prêt à collaborer avec tout le monde.

### **Monsieur Claude Torracinta**

Monsieur Mendo Ze, une réponse sur ce point.

### **Professeur Gervais Mendo Ze**

Si j'avais à répondre, je dirais personnellement que ce n'est pas indifférent pour moi. Je peux dire comme Lafontaine que je prends mon bien là où il se trouve. Je vais chercher à collaborer avec celui qui est susceptible de m'apporter ce que j'ai, parce que j'ai des besoins, parce que j'ai des préoccupations au niveau des programmes et de la technique, et je vais donc... Celui qui pourrait me donner ce complément. Je prends un exemple très simple. Vous savez, le CIRTEF va encourager la signature d'un certain nombre de contrats de jumelage. La RTC est jumelée à Radio-Canada et à France 3 Lille. La semaine passée, le Canada nous a offert deux ordinateurs pour nous permettre d'informatiser le système. Je crois que ça pourrait être relativement difficile avec le privé. Si le privé peut me le donner, tant mieux. Mais je crois que le public est peut-être beaucoup plus apte à me le donner. Bon, maintenant, si le privé me le donne, je prends, mais je ne pourrais pas dire que je privilégie tel ou tel. C'est en fonction des réels besoins qui aujourd'hui sont ceux de nos télévisions et de nos radios.

\*son inaudible lors de la transcription.



## Monsieur Claude Torracinta

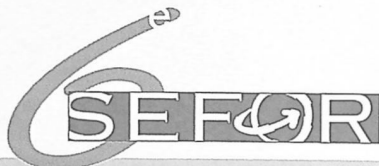
Laurent Bonnard?

## Monsieur Laurent Bonnard

Je reviens peut-être à cette coexistence magnifique et pacifique que ne manque jamais de décrire Guillaume Chenevière lorsqu'il parle du service public et du secteur privé. Prenons par exemple le divertissement. Vous avez dit tout à l'heure, Guillaume Chenevière, "je ne méprise pas du tout les émissions de divertissement". C'est une phrase classique, du reste, dans votre bouche. Qu'est-ce que vous pensez de la remarque que je vais vous faire maintenant? Le propre d'une émission de divertissement, c'est pas seulement de divertir, mais c'est aussi de sécréter le besoin d'encore plus de divertissement, jusqu'au moment où le public n'a plus besoin de rien d'autre que du divertissement. Vous voyez la spirale dans laquelle vous vous mettez lorsque vous dites, "finalement, moi, les émissions de divertissement, je ne les méprise pas".

## Monsieur Guillaume Chenevière

Je ne sais pas si c'est le débat d'aujourd'hui. Je ne me sens pas troublé par cette interdiction, mais je ne la crois pas vraie. Je pense que, aujourd'hui, les gens ont besoin d'un accompagnement de la vie quotidienne, ça fait partie de la modernité comme elle est. On ne peut pas rêver d'une situation où tout d'un coup on rentre chez soi, on construit le feu, etc. Ça ne se passe plus comme ça. Et la télévision joue ce rôle-là. Et je pense que ce n'est pas désagréable et ce n'est pas honteux de jouer ce rôle d'accompagnement, de chaleur, de coloration de la vie quotidienne des gens. Mais ce qui moi me frappe - et je reviens à ce que j'ai dit tout à l'heure - c'est que quand on regarde à quel moment est-ce que les gens se rassemblent pour quelque chose, qu'est-ce qu'ils regardent de façon massive tous ensemble et on constate que bien sûr il y a aussi parfois un grand film ou un grand match de football, mais plutôt essentiellement des moments où on regarde le spectacle de ce qui se passe dans le monde, où on participe à un débat, etc. Et donc, en réalité les gens font un bon usage de la télévision. Et moi je suis toujours frappé, chaque fois que je rencontre un responsable de galerie, un directeur de musée ou un organisateur de spectacles, des choses comme ça, qui me dit, "si vous ne parlez pas de moi, les gens ne viennent pas chez moi". Donc en réalité les gens font usage aussi de ce qu'on leur donne. Donc ils jouent



bien avec les deux possibilités: accompagner leur vie et se trouver une occasion de s'informer, de s'éclairer, de faire autre chose, de s'ouvrir. Et donc je ne veux pas être d'un optimisme béat parce que je vois bien que la société dans laquelle on est ne justifie pas un optimisme béat, mais je dois dire que le rôle que nous y jouons me semble globalement beaucoup plus positif que négatif.

### **Monsieur Claude Torracinta**

Monsieur Mendo Ze, vous voulez dire quelque chose?

### **Professeur Gervais Mendo Ze**

Je voulais dire qu'il y a quand même sur ce plan une différence à faire entre l'information et les programmes où c'est un programme de film et autres. Autant les gens sont avides d'information et peuvent donc, de ce fait, consommer tout ce qui leur est donné, autant il pourrait se poser un certain nombre de problèmes en ce qui concerne l'apport et le genre de programmes, compte tenu des éthiques particulières et des préoccupations des publics.

## **QUESTIONS**

### **Monsieur Pierre Juneau**

Première chose, sur l'existence des radios ou des télévisions commerciales, comme je disais, dans une discussion rapide comme ça, il faut simplifier. C'est indispensable d'avoir libéralisé la radio et la télévision. La question c'est, comment ça se fait. Il y a des circonstances, par exemple en Afrique, d'après les conversations que j'ai, où l'existence des radios commerciales a une tendance libéralisantes pour l'opinion publique, et même qu'elle a, semble-t-il, souvent un effet bénéfique sur les radios et télévisions publiques parce qu'elle les force à concurrencer dans le bon sens, c'est-à-dire à devenir plus ouvertes, etc. Et il y a plusieurs exemples de ça qu'on pourrait citer. Moi, quand j'ai l'air d'exprimer une inquiétude par rapport à l'idée de concurrence, etc., c'est à cause d'expériences bien précises mais qui ne sont pas



limitées. Dans le cas de Radio-Canada, au moins 30% des recettes maintenant viennent de la publicité commerciale. Je sais par expérience que quand je voyais un programme, quand j'étais président à Radio-Canada, qui me semblait inacceptable à cause du manque de goût, etc., et que je disais au vice-président responsable, "écoutez, est-ce qu'il faut vraiment garder ce programme-là", il me disait, "écoutez, je fais un million et demi de profit, grâce à la publicité, avec ce programme-là. Vous augmentez mon budget d'un million et demi et je le supprime, parce que je suis d'accord avec vous que c'est un mauvais programme". Alors si vous êtes obligé de concurrencer les chaînes commerciales pour des raisons de budget, parce que vos revenus publics ne sont pas suffisants, que vous entrez dans le système de la concurrence, inévitablement, si vous atteignez un certain niveau, comme par exemple, dans le cas de Radio-Canada, à peu près 30%, inévitablement ça pervertit vos décisions de programmation. C'est inévitable. C'est une question de niveau. Dans beaucoup de pays du monde, on a tendance à dire, "la radio, très, très bien. La télévision, ça laisse à désirer". Vous regardez, vous vous apercevez que la radio est financée sans publicité alors que la télévision, elle, a un niveau de recettes publicitaires trop élevé. Alors je pourrais donner des exemples, l'Espagne, l'Italie, le Canada et d'autres pays que je ne connais pas. Alors c'est ça, le problème. C'est à quel moment l'obligation d'entrer dans un système de concurrence commence à pervertir, souvent sans que vous ne vous en aperceviez, les décisions de programmation que vous avez à prendre.

### **Monsieur Guillaume Chenevière**

L'intervention de notre collègue haïtien est quand même inquiétante parce que j'entends par là que c'est une forme d'élimination, je dirais, par une question de moyens, de publicité et autres. Finalement, il n'y a plus que les chaînes commerciales. Donc là je dirais, contrairement à l'exemple du Mali ou du Cameroun, où la concurrence permet, si j'ose dire, d'améliorer ou de libéraliser les chaînes de service public, là c'est leur disparition.

### **Monsieur Laurent Bonnard**

Moi je crois que surtout, ce que votre intervention appelle, c'est la défense des télévisions nationales. C'est l'expression nationale qui doit absolument pouvoir continuer à exister. Je crois que ça, c'est un point vraiment fondamental, et ça, il faut se battre avec des armes politiques. Il n'y a pas d'autres armes qui permettront de gagner ce combat. C'est vrai que aucun pays qui - vous avez parlé d'hémorragie mais c'est plutôt le contraire, c'est plutôt le déluge de ce qui nous arrive dessus - aucun pays qui ne vivrait plus que dans des images qui lui seraient fournies de l'étranger ne pourrait conserver longtemps son identité. J'ai une autre vie à côté de la télévision, qui est de m'occuper d'une organisation humanitaire, et ce matin



encore nous étions en train de parler des gens qui revenaient de différents endroits sur le front, notamment de Bosnie, et on disait que dans l'humanitaire aujourd'hui, les trois premières choses c'est naturellement le pain, l'eau et le toit, mais la quatrième chose, c'est l'information. S'il n'y a pas une information valable pour les gens, la vie devient impossible. Et je crois que là vous défendez une chose qui est fondamentale et dans laquelle nous devons tous être solidaires pour protéger le droit à une information, à ce que les gens voient à la télévision qu'on parle d'eux-mêmes et de ce qui les concerne d'une façon valable et objective. C'est fondamentale.

### **Monsieur Abdoulaye Sidibé**

Je voudrais juste dire à notre ami d'Haïti que chez nous, effectivement il se pose le problème de la protection même de la télévision nationale. Il est vrai que les expériences sont différentes. Mais chez nous, l'État nous a délégué son pouvoir de distribuer les fréquences, c'est-à-dire que toute télévision qui s'installe, passe par l'ORTM. Nous ne refusons pas les fréquences mais nous en réservons pour l'État, pour nous-mêmes. Ce qui fait que nous contrôlons leur arrivée sur notre territoire. Pour l'instant en tout cas. Donc ceci est une protection. Je pense que nous sortons d'un système où il y avait une mainmise totale de l'État sur les radios de service public. Mais j'ai dit que, aujourd'hui, avec l'arrivée des radios privés, cela oblige les chaînes publiques à sortir de la langue de bois.

### **Monsieur Claude Torracinta**

Je remercie les participants à cette discussion.



## Visionnage des coproductions ACCT/CIRTEF

Depuis déjà plusieurs années, le fonds de soutien à la production audiovisuelle du Sud ACCT/CIRTEF contribue à l'expression voire à l'émergence d'une culture cinématographique et télévisuelle dans les pays du Sud membres de la grande famille francophone.

Les organisateurs du SEFOR ont présenté aux participants un montage d'extraits de productions audiovisuelles réalisées avec l'appui du fonds de soutien. Ces extraits, regroupés sous le titre La Parole est au Sud ont été montés par monsieur Paul Lhoir.

Voici la liste des extraits présentés:

- . Y a pas match  
Production: Vidéocam/TV5/CIRTEF
- . La Promesse  
Réalisation: Luc et Jean-Pierre Daredenne
- . Wéré Wéré Linking  
Réalisation: Issiaka Konate
- . Les Chercheurs d'or du Liptoko  
Réalisation: Rock Tran
- . Habitat traditionnel  
"Niger" Réalisation: Brahim Labo  
"Burkina Faso" Réalisation: Jean-Marc Bado
- . Reflets: Bruxelles en noir et en couleur  
"Princesse" Réalisation: Annie Thonon
- . Baka  
Réalisation: Thierry Knauff
- . Instruments de musique  
"Le Knon" Côte d'Ivoire.  
Réalisation: Jacques Zinta
- . Le Temps du Ramadan  
Réalisation: Pierre Bouhin (Maroc)
- . Habitat traditionnel  
"Maroc" Réalisation: Najib Boutbiba  
"Cameroun" Réalisation: Alain Fouba Tonyama  
"Bénin" Réalisation: Emmanuel Kolawole
- . L'Oeuf  
Réalisation: Moustapha Dao (Burkina Faso)



## ATELIER ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE

Sous son nouveau label, l'atelier a tenu cinq séances de travail et organisé deux visites de sites techniques à Nyon et à la TSR à Genève. La participation de quatorze délégués, treize pays représentés, dont neuf du sud, ainsi que quelques invités, a créé un climat de travail particulièrement interactif.

Les thèmes abordés cette année se rapportent aux développements de la Radio et Télévision numérique, et tout particulièrement dans les domaines de l'acquisition, de la post-production et de la diffusion.

Après un rappel détaillé des méthodes de numérisation des signaux et une analyse des spécifications contenues dans la norme de compression numérique universelle MPEG 2, l'accent a été mis sur les avantages découlant de l'application de cette normalisation, à savoir:

- une définition exemplaire des paramètres à tous les niveaux de la chaîne de diffusion
- une ouverture à l'innovation grâce aux facilités d'utilisation de cette technologie
- une compression à des taux variables selon les applications et fort utile pour la diffusion
- des outils de transmission normalisés (c'est le cas en Europe grâce aux travaux du DVB)
- une technologie flexible et extensible à de nouvelles applications.

Une fois cet univers de diffusion numérique défini, l'atelier a entamé l'examen des différentes applications dans les domaines de l'acquisition, de la post-production et de la diffusion, et cela tant en Radio qu'en Télévision.

Pour ce qui est de l'acquisition en vidéo, les participants ont constaté l'existence d'une évolution importante dans la conception des systèmes broadcast. Cette tendance à effacer la différenciation entre matériel professionnel et matériel destiné au grand public est dûe à la conquête de l'univers audiovisuel par la technologie informatique.



C'est le cas pour certains nouveaux produits comme le DVcam, le DVCpro, le Digital S, moins pour le SX. Mais de toute façon, il en résulte une baisse notable des coûts du matériel, et donc des dépenses d'investissement.

Des démonstrations de matériel par la firme Panasonic ont permis de constater cette évolution, puisque les produits broadcast DVCpro (le nouveau format D7?) sont tous dérivés des produits DV grand-public:

- le format d'enregistrement est quart de pouce
- les signaux vidéo ont la qualité composants numériques
- le son, la qualité CD Audio
- la compression est de type intraframe DCT 5/1
- la consommation d'énergie est réduite.

Dans le domaine de la post-production, plusieurs procédés de montage on et off-line, non linéaires, existent sur le marché. Des démonstrations ont été réalisées dans les locaux de la Télévision Suisse Romande. L'analyse du fonctionnement de ces outils (la cellule off-line, la diffusion via un serveur on-line, la gestion de réseaux à débits différents) dénote une cohabitation pour le moins ardue. C'est le secteur, où la mise en place de nouveaux outils en amont et en aval, provoque le plus d'incertitudes. Les prochaines foires 97 (le NAB en avril, Montreux en juin, l'IBC...) devraient nous proposer des solutions pour des filières numériques intégrées et performantes.

En radiodiffusion, l'évolution est encore plus prononcée. Ici l'informatique représente plus de la moitié des investissements dans les installations numériques. Aujourd'hui, les nouveautés sont déjà traduites en «ondes»:

- la gestion automatique des programmes musicaux suivant une grille de critères d'enchaînements à échelle variable
- des réseaux d'acquisition et de post-production audio numérique
- un support normalisé le CD audio

Du point de vue acquisition, il semble que le R-Dat et la cassette DCC ont baissé pavillon devant l'emploi du Minidisc comme support d'enregistrement numérique. De quoi annoncer la fin de la fabrication de la bande 6,25 mm!





Dans le domaine de la diffusion, là où la numérisation est la plus prometteuse, le seul projet actuellement en cours de préparation en Afrique est celui du DAB terrestre à l'île Maurice. Le procédé adopté pour le codage du canal est le COFDM/QAM.

Les avantages de la diffusion numérique, qu'elle soit terrestre, par satellite ou par câble, sont nombreux, on peut citer:

- économie du spectre: on peut diffuser quatre à cinq programmes analogiques grâce à la compression, dans un canal terrestre de 7 à 8Mhz, et assurer la couverture d'un territoire par une seule fréquence, les interférences étant neutralisées grâce au procédé COFDM
- économie d'énergie, la puissance d'émission nécessaire en numérique est réduite.

Deux démonstrations ont permis aux participants de juger de l'efficacité du numérique dans l'univers audiovisuel. Grâce au bouquet numérique de Canal+ satellite, le nombre de programmes offerts, le téléguide, la navigation, l'interactivité, le téléchargement... étaient au rendez-vous.

Une visite à Nyon offrait une confrontation entre les technologies de diffusion et le futur multimédia. A l'invitation de la ville et des services de Swiss Télécom, les participants ont assisté à une démonstration d'un projet pilote de télévision interactive. Destinée à quatre cents «cobayes», ce nouveau réseau présente un «coin vidéo» (film, documentaire, série), «enfants» (jouer, apprendre), «info» (découvrir, apprendre,...) et «shopping». Tout cela par câble et ... à la demande!

A la suite du SEFOR de Cotonou, l'atelier «Évolution technologique» recommande:

- De poursuivre le travail d'échange d'informations via un réseau de type «Internet», dont les participants ont pu mesurer l'efficacité lors d'un atelier.
- En ce qui concerne l'implantation d'une nouvelle cellule de post-production en Afrique, l'atelier souhaite voir équiper la cellule de Cotonou d'un matériel off-line. Quant au projet d'une nouvelle cellule, celle-ci devrait sur une base on-line/non-linéaire, offrir aux utilisateurs un outil résolument orienté vers le futur. Il s'agit, suivant les termes d'un participant, de créer un «nord» au «sud».

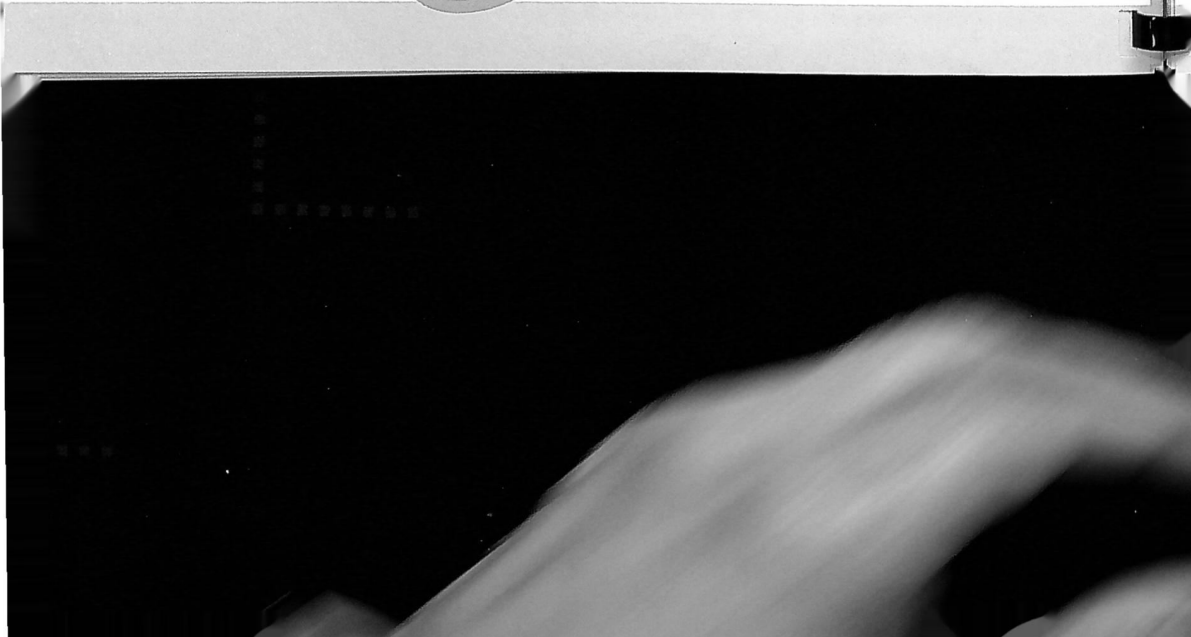


- Si nous voulons en tant que Francophonie exister dans cet univers de réseaux, en conformité avec la «Résolution sur les Nouvelles Technologies de l'Information» du sommet de Cotonou, nous devons au niveau du CIRTEF, étudier et mettre en place un outil d'archivage puissant. C'est un travail titanesque, mais que personne ne fera à notre place.

En conclusion, un nouveau SEFOR, vite et ... fort!

**Ont participé à cet atelier:**

Kamal Bel Ghazi	RTM	Maroc
Alphonse Bomane	RTCA	Centre-Afrique
Paul Breton	Télé-Québec	Canada
Benjamin Camara Kieffoloh	RTI	Côte d'Ivoire
Mongi Chaffai		Tunisie
Alain Ganne	FR3	France
Tanga Eyebe	CRTV	Cameroun
Bernard Forget	RDI	Canada
Marcellin Ilougade	ORTB	Bénin
Dominique Paulus	CIRTEF	Burkina Faso
Amoordingum Pather	MBC	Maurice
Roger Roberts	RTBF	Belgique
Kokou Soumsa	TVT	Togo
Bréhima Traoré	ORTM	Mali



**Invités:**

MM. Jacques, Guisy et Barbey  
 M. Dumont  
 M. Welkenhuysen

RTSR  
 Panasonic  
 CIRTEF

Suisse  
 Bénin

**Documents distribués:**

Les nouvelles technologies de l'audiovisuel  
 SEFOR 96 (IBC)  
 Television Broadcasting  
 Titan, l'avenir parle numérique  
 Glossaire télévision numérique  
 Télévision Interactive  
 Info Swiss Topvision  
 DVCpro la vidéo du future  
 Easy Audio...  
 Le réseau de l'information

Mongi Chaffai  
 J.Jacobs/R.Roberts  
 P.Amoordalingum  
 R.Roberts (Titan)  
 Titan  
 Telecom PTT Swiss  
 Telecom PTT Swiss  
 Christian Dumont  
 Willy Jacques RTSR  
 Bernard Forget



## ATELIER MULTIDISCIPLINAIRE

L'atelier multidisciplinaire a réuni des professionnels des secteurs privés et public du Nord et du Sud pour étudier la faisabilité d'une série de fiction de qualité produite pour une diffusion télévisuelle et à adapter à la radio.

La dynamique de ce projet réside dans l'association de télévisions et radios nationales et de plusieurs maisons de production privées à vocation internationale dans une logique de coproduction.

Les promoteurs de cette opération, l'Agence de la Francophonie et le CIRTEF ont envisagé dans un premier temps l'élaboration d'une série de six films autonomes liés par des personnages communs à chaque numéro. La tendance générale de la série sera à l'humour.

Tout au long du développement de ce projet, l'Agence de la Francophonie et le CIRTEF accompagneront le projet. L'ACCT qui en a eu l'initiative assurera la supervision et le CIRTEF garantira la coordination avec les organismes de télévision et de radio associés à la production de cette série.

Les participants à cet atelier ont réfléchi à partir des différents éléments de discussion mis à leur disposition dans un premier document de travail annexé à ce rapport.

### 1. Les contenus

Chaque épisode de la série intitulée provisoirement «voyeurs professionnels» raconte le déroulement d'une enquête dans un pays de la francophonie, en abordant à chaque fois de manière différente le quotidien d'une équipe de reportage composée de :

- 1 réalisateur d'Afrique-Saharienne
- 1 ingénieur du son africain issu d'une région différente
- 1 caméraman du Nord
- 1 scripte/assistante d'Afrique du Nord

- les thèmes doivent être consensuels



- permettre d'aborder des questions délicates comme la situation actuelle dans la région des Grands lacs et ses conséquences
- ne pas être de nature à faire censurer la diffusion d'un épisode dans un pays
- respecter une certaine image de l'Afrique.

## 2. Première phase de production

La mise en chantier de ce projet nécessite un appui financier de l'ACCT/CIRTEF (fonds de soutien) évalué à 400 000 FF.

Cette somme permettra aux producteurs délégués de la série d'entreprendre le développement du concept déjà défini (l'élaboration d'une Bible, des premiers synopsis et scénarii).

Trois producteurs délégués ont été pressentis:

Videocam	en Belgique
Direct et Différé	en France
Terre Africaine	au Cameroun

Une première liste de producteurs a été arrêtée ce qui conditionnera sans doute le choix des pays de tournage:

- Focale 13	en Côte d'Ivoire
- Cinécom	au Burkina Faso
- Vision Sud	au Sénégal
- Cinétélé film	en Tunisie
Vidéocam	en Belgique
Direct et Différé	en France
Terre africaine	au Cameroun

Cette liste reste ouverte pour l'instant. Le souhait des participants étant de mettre en place un réseau de structures privées associées au projet.



- \* Micheline Vaillancourt propose de réfléchir à la participation d'un producteur privé du Canada/ Québec.
- \* Waka Films en Suisse pourrait également être intéressé.

La coordination pratique du projet est confiée à la déléguée générale du Bureau de Liaison du Cinéma de l'Espace Francophone (BLCEF), Carin Leclercq.

Mandat est donné au CIRTEF d'impliquer les télévisions nationales des pays retenus pour le tournage des premiers épisodes et d'identifier avec les hiérarchies de ces organismes un interlocuteur dûment mandaté et permanent pour le développement de cette coproduction.

### 3. Engagement des producteurs délégués

Développer l'ensemble des éléments nécessaires à l'écriture des six premiers scénarii (Bible et Contenus).

Cette partie du travail d'écriture serait confiée à une équipe de professionnels du Nord et du Sud qui collaborerait par la suite à l'élaboration définitive des scénarii en fonction des réalités locales des six pays retenus pour le tournage de ces six premiers épisodes.

Approcher l'ensemble des bailleurs de fonds et diffuseurs susceptibles de participer au financement de cette coproduction.

*Deux remarques ont été formulées à ce propos.*

Dans une logique économique de vente de ces programmes, sans perdre de vue la diffusion naturelle de cette production par TV5, l'équipe de production doit privilégier les possibilités de financement de la série.

De même, la priorité de diffusion sur le territoire africain doit être garantie aux télévisions nationales.

Ces points devront être garantis par des protocoles d'accords spécifiques.



#### 4. Calendrier de production

- \* Conception d'une Bible 15 février 1997
- \* FESPACO 1997 (22 février - 1er mars)
  - Présentation du projet et inventaire des possibilités de financement;
  - Sensibilisation des bailleurs de fonds présents institutionnels (liste).
- \* Rédaction des synopsis 31 mars 1997
- \* Rédaction des premiers scénarii 31 juillet 1997
- \* SEFOR 1997 état des lieux de l'avancement du projet
- \* Développements concrets Octobre 1997 - Avril 1998
- \* Tournage A partir de mai 1998
- \* Post-production A partir de septembre 1998
- \* Première diffusion en marge du FESPACO 1999.

#### 5. Élément du cahier des charges

Un certain nombre de points ont été également discutés:

- les prévisions moyennes d'enveloppe budgétaire par épisode sont estimées à 2 millions de francs français de frais directs
- support technique envisagé en Beta numérique
- un réalisateur différent pour chaque épisode qui ne sera pas choisi unilatéralement par la production exécutive du pays de tournage



- la mise à disposition par les chaînes des télévisions nationales du personnel technique nécessaire à la réalisation du produit ainsi que de plusieurs stagiaires sélectionnés par les producteurs pour donner au projet une dimension «formation»
- le tournage d'un reportage sur le film (Making of) par une seconde équipe mise à disposition par les télévisions nationales
- la volonté d'exploiter toutes les potentialités créatrices de chaque pays participant (musique, costumes, décors etc.)
- la promotion comme dimension essentielle à prendre en compte dès la conception du projet et du budget (plus ou moins 10%)
- le choix des comédiens devra tenir compte des exigences de financement. Les quatre comédiens principaux seront récurrents mais des comédiens connus issus des différents pays participant devraient avoir un rôle à jouer dans chacun des épisodes.

### Ont participé à cet atelier:

Philippe Alexandre	Direct et Différé	France
Bassek Bakobio	Terre Africaine	Cameroun
Evelyne Berruezo	Espace mémoire	France
Michel Carrière	Direct et Différé	France
Bertrand-Michel Kaboré	CINECOM	Burkina Faso
Georges Kamanayo	VIDEOCAM	Belgique
Emmanuel Kolawole	ORTB	Bénin
Carin Leclercq	Maison du Cinéma de l'espace francophone	Belgique
Robert Lombaerts	ACCT	France
Henriette G. Medoung	CRTV	Cameroun
Georgette Paré	Comédienne	Côte d'Ivoire
Emmanuel Toko	Diapora Production	France





## ATELIER RADIO

**Objectifs de l'Atelier Radio du SEFOR 1996 selon les coprésidents, M. Étienne Sevrin, directeur de la radio de la RTBF en Belgique, et M. Abdoulaye Sidibé, directeur général de l'Office de la Radio et Télévision du Mali.**

Outre l'examen des suivis qui ont été faits au SEFOR de Cotonou et la poursuite de l'oeuvre entamée, les coprésidents mentionnent, tel qu'écrit dans le texte en annexe (distribué aux participants avant la réunion), les objectifs de l'Atelier qui s'articule autour du thème «Marché de l'audiovisuel: réalités, enjeux et stratégies». Ce thème suppose un contenu plus réflexif, «politique» que pratique. Il ne s'agit pas d'examiner des recettes, mais plutôt:

- De voir quelles sont les situations actuelles du «marché radio» dans les différents pays, du Sud essentiellement.
- *D'évaluer les enjeux qui se posent aux radios publiques dans leur pays respectif.*

### Recommandations du SEFOR de Cotonou et leurs suivis

- Quant aux politiques de programmes et à la formation
  - Mise sur pied d'une nouvelle série sur le thème «Qu'est-ce qui fait rire chez vous?»
  - Atelier de réflexion au Sénégal portant sur l'évaluation participative rapide
  - Atelier sur la prise de son à Dakar
- *Quant au paysage radio*
  - Ouverture du CIRTEF aux radios privées (mais ceci devra être officialisé)
  - Organisation d'un séminaire sur le service public dans un contexte pluraliste (atelier du SEFOR 1996)



➤ *Quant aux nouvelles technologies*

- Installation d'émetteurs suisses en Guinée
- Bilan positif qui aurait intérêt à être mieux connu des membres du CIRTEF et de diverses instances.

**Recommandations du SEFOR de Cotonou qui n'ont pas eu de suite ou qui ont eu peu de suite**

- Accommodement plus imaginatif des langues nationales dans les grilles de programmes
- Implantation ou renforcement des radios rurales
- Formation du personnel des radios privées par le CIRTEF
- Demande à l'ACCT d'organiser des conférences annuelles des ministres de la communication
- Examen de l'exemple de la Côte d'Ivoire en termes de techniques de production numérique

**Bon nombre de consensus lors du SEFOR 1996**

- Adhésion à l'importance du média radio
- Adhésion à l'importance des radios rurales et préoccupation quant à leur peu de moyens
- En dépit de la présence des chaînes de radio internationales, croyance au besoin de chaînes nationales
- Utilité de la présence de radios privées gérées par des professionnels
- Besoin de formation des cadres et des journalistes
- Importance du développement d'outils d'évaluation; examen de la possibilité de la constitution par le CIRTEF d'une centrale d'achat pour des sondages



- Un des problèmes des radios publiques africaines: leur relation avec l'État, sinon avec le pouvoir économique
- Importance de s'entendre sur un thème annuel pour des coproductions.

### **A la suite des présentations des situations nationales par les représentants de chaque radio, quels similitudes et différences dans les paysages audiovisuels.**

#### *➤ Quelques similitudes dans les situations des radios du Sud:*

Il y a maintenant ou il y aura sous peu un organisme de réglementation dans plusieurs pays

Les radios internationales, RFI et Africa No 1, ont eu tendance à s'implanter avant les radios privées.

#### *➤ Quelques différences dans les situations des radios du Sud:*

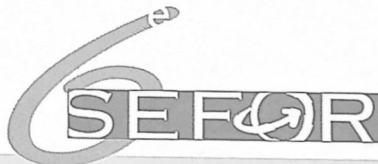
- Dans certains pays, il y a une pléthore de radios privées; dans d'autres, il n'y en a pas, mais ceci viendra.
- Quelques similitudes dans les situations des radios du Sud

Quant aux radios du Nord, elles sont dans un environnement médiatique très diversifié où les entreprises privées sont très importantes. Même si elles ont beaucoup d'aspects en commun, elles se distinguent à certains égards: nombre de chaînes, relation avec le monde politique, aménagement linguistique...

### **Lignes de force se dégageant du portrait de la situation dans chaque pays (par Bernard Feller)**

#### *➤ Évolution réjouissante*

- Le pluralisme est parti, irréversible; les professionnels y voient des avantages.



- Le pluralisme a joué en faveur de la création nationale.
  - La solidarité des professionnels est remarquable: même si on est des concurrents, on perçoit avoir des intérêts communs.
  - Le pluralisme est vécu dans la complémentarité. Comment cela devrait-il se traduire? Partir de l'auditoire: être renseigné sur ce qui se passe dans son pays; avoir, en tant que villageois, réponse à ce qui concerne les préoccupations immédiates (santé...).
  - L'Afrique est très mal couverte par la radio; les ondes courtes sont la seule façon de couvrir tout le territoire.
  - Ce qui s'est passé au Sénégal est encourageant:
    - ⇒ Il y a 3 ou 4 ans, les zones rurales étaient négligées par la radio nationale.
    - ⇒ RFI a écrasé la radio nationale dans un premier temps; cette dernière a ensuite réagi; puis est arrivée Radio Sud; le gouvernement a trouvé de l'argent pour des émetteurs.
  - Les radios gouvernementales doivent devenir publiques.
  - La typologie «radios commerciales» n'est pas très pertinente, car les radios africaines font de la publicité mais personne ne fait de bénéfices.
  - Les langues nationales sont un des bastions des radios.
  - Il faut être vigilant, opportuniste par rapport aux nouvelles technologies.
- *Une ligne de force dégagée par Étienne Sevrin:*
- La relation politique/média est plus forte et plus claire que l'an dernier.



## Liste des diverses présentations faites dans le cadre ou à l'occasion du SEFOR 1996

- Panel le vendredi soir, avant le début de l'Atelier Radio.
- Présentation, dans le cadre de l'Atelier Radio, des évolutions technologiques par Willy Jaque, de la RSR (documentation distribuée).
- Visite de la RSR à Genève.
- Visite de la station WRG. FM à Genève (station anglophone de nouvelles, entre autres, économiques et de musique; documentation envoyée par la poste).
- Clôture du SEFOR.



## Recommandations

Au cours de leurs travaux, les membres de l'atelier radio ont abordé plusieurs questions autour du thème: «Enjeux et Stratégies» qui inspirait le SEFOR 96.

D'une façon générale, l'atelier a constaté une forte évolution du paysage audiovisuel dans les pays du Sud, qui va dans le sens d'un renforcement de la démocratie dans ces pays.

Il remarque que la concurrence privé-public entraîne une dynamisation vécue plus comme une complémentarité que comme une concurrence et génère une plus grande autonomie de fait des radios publiques. Elle est perçue comme une opportunité de redéfinir ces dernières et d'en renforcer les ressources.

L'évolution privé-public incite l'atelier à insister auprès du CIRTEF pour que celui-ci s'ouvre d'une manière permanente aux radios privées professionnelles.

L'atelier souhaite également que le CIRTEF intervienne auprès des diverses instances pour que les fonds de soutien à la production audiovisuelle soient aussi consacrés significativement à la radio.

L'importance des radios rurales dans le paysage des pays du Sud est considérée comme primordiale.

L'atelier souhaite que le CIRTEF insiste auprès de l'ACCT (Agence de la Francophonie) pour que celle-ci reprenne son programme d'implantation et d'aide à ce type de radios, indispensables au processus de développement.

L'atelier souligne également l'importance du développement d'outils d'évaluation (sondages) et demande au CIRTEF d'examiner la possibilité d'une coordination entre plusieurs radios pour mettre en place des études d'audience et en partager les frais, à l'exemple de ce qui a été fait par Sud FM au Sénégal.

Les technologies nouvelles sont également d'autres outils à mettre en place. Le CIRTEF devrait pouvoir organiser des formations qui y sont liées; les développements technologiques numériques ont en effet un rôle potentiel à jouer dans les radios nationales et les radios rurales. Les Directeurs généraux des radios soulignent l'importance de l'ouverture à ces techniques et y sensibiliseront leurs structures.



L'ensemble de la session a montré la nécessité de rencontrer des Directeurs généraux des radios pour l'échange d'information. Le SEFOR devrait renforcer cet axe dans ses éditions futures, le CIRTEF étant l'endroit privilégié de ces échanges nécessaires d'information. Ceci est considéré comme prioritaire.

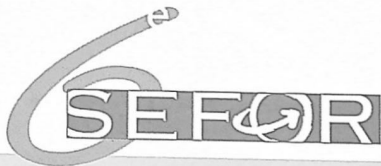
Plus largement, l'atelier demande au CIRTEF, en relation avec d'autres partenaires, d'encourager l'organisation d'une rencontre entre Directeurs généraux des radios télévisions et des responsables des organismes de régulation.

Enfin, pour poursuivre l'objectif de coproduction, l'atelier propose la réalisation d'une série «Notre français» (sur la manière dont les uns et les autres utilisent et pratiquent cette langue qui nous est commune).

Chaque épisode aurait une durée de 25 minutes et devrait parvenir au CIRTEF pour le 15 juin 1997 (copies réalisées par Radio Suisse Internationale).

### Ont participé à cet atelier:

Robert Bourgoing	Périscoop	France
Pierre Devoluy	Africa No. 1	Gabon
Jérôme Dornian-Dote	Ministère Communications	Centre-Afrique
Bernard Feller	Intermedia	Suisse
Maurice Huelin	URTI	France
Pierre Ligier	URTI	France
Jean-Luc Maertens	URTI	France
Ephrem Quenum	Radio Bénin	Bénin
Hélène Robillard-Frayne	Radio-Canada	Canada
Abdoulaye Sidibé	ORTM	Mali
Bawa Semedo	Radio Togo	Togo
Étienne Sevrin	RTBF	Belgique
Cherif Elvalide Seye	SUD FM	Sénégal
Sylvestre J-F Souka	R.T.Congo	Congo
Lézin Didier Zongo	Radio Burkina	Burkina Faso
Philippe Zahno	SSR	Suisse



# ATELIER DES STRATÉGIES

Pour la première fois depuis la création du SEFOR, le CIRTEF a organisé un « atelier des stratégies » marquant ainsi une évolution de l'ancien atelier juridique vers la prise en considération des impératifs d'une gestion équilibrée et efficace du service public de radiotélévision à l'heure des mutations effrénées sur les marchés nationaux et internationaux.

Co-animé par Simon-Pierre De Coster et Mactar Silla, l'atelier, grâce à une participation de qualité, a procédé à des échanges fructueux avec le souci constant d'aboutir à des conclusions et recommandations pratiques, susceptibles d'être suivies d'effet. La démarche a consisté à travers différentes expériences nationales à examiner le positionnement des organismes de radiotélévision de service public face aux mutations technologiques et financières.

Sous divers angles d'approche visant le marché de l'infrastructure, le marché des programmes, le marché des sources alternatives de financement ainsi que l'environnement institutionnel et juridique. L'atelier a essayé de dégager des stratégies appropriées, destinées à garantir aux organismes de radiotélévision une confirmation et un redéploiement de leurs rôles et de leur mission de service public et formulé les réflexions et recommandations suivantes:

## 1. Aspects institutionnels

- Reconnaissant que la mission de service public des organismes de radiotélévision ne peut s'exercer avec toute l'efficacité requise que dans les organismes jouissant d'une autonomie juridique et financière effective,
- constatant le nombre très réduit d'organismes de radiotélévision du Sud jouissant d'une telle autonomie et la nécessité d'élaborer des instruments juridiques appropriés,

l'atelier

- note que le Ministère français de la Coopération conduit actuellement une étude sur l'adaptation des télévisions africaines à la phase concurrentielle dont les résultats sont attendus à la fin du premier trimestre 1997,





- insiste sur la nécessité d'une sensibilisation des autorités politiques, de tutelle et de régulation sur l'autonomisation juridique, budgétaire et éditoriale des organismes de radiotélévision,
- appuie fortement l'idée de tenir un séminaire de réflexion regroupant les autorités politiques et de tutelle, les responsables des organismes de radiotélévision de service public, les représentants d'organismes internationaux (UNESCO, Conseil Mondial de la Radiotélévision, CÉCI, ACCT, ACDI, Communauté Européenne, CGRI, Coopération suisse etc.), des représentants d'instances de régulation et de parlements africains et des experts en la matière.

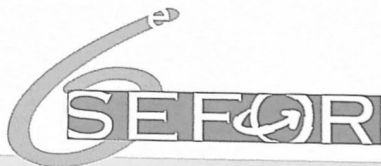
Ce séminaire, qui pourrait se tenir en Afrique, serait placé sous l'égide de tous les partenaires et bailleurs de fonds intéressés à la question en association avec le CIRTEF.

A cet effet, l'atelier souhaite:

- que le CIRTEF constitue un groupe de travail ayant mandat d'élaborer un document préparatoire s'inspirant de tous les résultats et réflexions sur la question. L'atelier propose que ce groupe soit constitué d'un représentant du Ministère français de la Coopération, de l'UNESCO, de juristes et de toute autre compétence utile. Une proposition nominative est faite en annexe au CIRTEF,
- que le document préparatoire comprenne des propositions concrètes de statuts, cahiers des charges etc. et soit soumis à l'attention du Bureau du CIRTEF,
- que le séminaire soit organisé si possible au cours du second trimestre 1997 selon des modalités à convenir entre les divers partenaires,
- que cette expérience francophone puisse servir d'exemple et s'étendre à d'autres zones linguistiques du continent et partenaires.

## 2. Aspects liés à la Gestion

- Considérant la nécessité de la mise en place d'outils contribuant à optimiser les moyens financiers mis à la disposition des organismes afin de faire face à la réduction et à la raréfaction du financement public.



- Considérant les besoins de formation globale dans un domaine en constante mutation, l'atelier recommande:
- \* la prise en compte et la mise en oeuvre d'actions de formation sur le terrain, privilégiant la formation des formateurs dans des domaines permettant
  - une plus grande maîtrise des coûts (comptabilité analytique)
  - la gestion des immobilisations
  - la mise en place d'un système d'audit interne
  - la mesure et l'analyse de l'audience du service public avec des approches alternatives constituant une réponse aux besoins du service public de radiotélévision
- \* une réflexion sur les problèmes posés par la formation notamment sur l'utilisation de compétences locales et le suivi des personnels ayant bénéficié de ces formations.

L'atelier se réjouit des initiatives du CIRTEF dans le domaine de la formation et des jumelages.

Il demande au CIRTEF sur la base de sa stratégie globale et de son plan de formation de continuer à se rapprocher des diverses instances nationales et internationales actives dans le secteur de la formation.

L'atelier souhaite qu'à défaut d'une concrétisation de l'aide internationale le CIRTEF prenne directement en charge, lors d'un prochain SEFOR, une session de formation à la gestion des médias axée dans un premier temps sur la maîtrise des coûts.

### 3. Aspects «financements»

- S'agissant du financement, l'atelier recommande que le CIRTEF, à l'instar de l'Union Européenne de Radiodiffusion, réaffirme le principe du maintien d'un financement public établi sur une base juridique légale et/ou contractuelle pour la radiotélévision de service public.



L'atelier, sur la base d'expériences vécues, exprime la nécessité de garantir de véritables moyens de recouvrement du financement dévolu au service public.

- Pour assurer un financement stable et suffisant, l'atelier insiste sur:
  - \* la nécessité de la recherche de financements complémentaires
  - \* la diversification et le développement de produits existants et nouveaux
  - \* l'amélioration des systèmes de gestion pour leur optimisation selon les principes et techniques de gestion de l'entreprise privée.

L'atelier suggère que ces préoccupations puissent être analysées lors d'un prochain SEFOR, en invitant le cas échéant des experts pour enrichir la réflexion.

#### 4. Stratégies générales ou ponctuelles

- L'atelier note avec satisfaction l'initiative du CIRTEF auprès du Ministère français de la Coopération pour la création de laboratoires régionaux de maintenance technique.
- L'atelier recommande le soutien des organismes membres au CIRTEF dans la mise en oeuvre de ce projet en prenant en considération le volet «formation des techniciens» et la synergie nécessaire entre techniciens africains.
- L'atelier préconise l'établissement par les organismes membres de listes périodiquement remises à jour sur les matériels standards de production et de diffusion ainsi que leurs coûts. Ces listes devront être envoyées au CIRTEF.

Il demande que soit favorisé l'échange d'informations entre les organismes membres du CIRTEF ainsi que la mise en place d'une politique d'appui documentaire (archives, droits d'auteurs etc.) aux organismes qui en expriment le besoin.

- Dans le cadre d'une stratégie générale de promotion du service public, l'atelier recommande au CIRTEF d'apporter son soutien au Conseil Mondial de la Radio Télévision (CMRTV).



## Ont participé à cet atelier:

Cadja C. François Adounvo	ORTB	Bénin
Réal Barnabé	SRC	Canada
François Beloryey	Mincoop	France
Antonin Boisvert	CECI	Canada
Dominique Constant	TNH	Haiti
Pierre Couchard	RTBF	Belgique
Simon-Pierre de Coster	RTBF	Belgique
Hounadjì Monda Doumgor	TVT	Tchad
Yves Dubois	RFO/AITV	France
Aimé Dufromont	RTBF	Belgique
Vladimir Gai	UNESCO	France
Esther Jouhet	RTSR	Suisse
Pierre Juneau	CMRTV/CECI	Canada
Aurélien Leclerc	Cégep de Jonquièrè	Canada
Jeani-Luc Maertens	URTI	France
Alex-Blériot Momha	CRTV	Cameroun
Yves Rambeau	RFO/AITV	France
Patricia Schott-Sieber	SICOMOR	France
Olivier Sieber	SICOMOR	France
Mactar Silla	TV5	France
Osange Silou	VIDEOCAM	Belgique
Pitang Tchalla	TVT	Togo
Pierre-Paul Tchindji	Université de Yaoundé	Cameroun
Guila Thtam	RTS	Sénégal
Micheline Vaillancourt	SRC	Canada
Pierre Zogo	RFO/AITV	France



# ATELIER TÉLÉVISION

L'atelier Télévision a tenu quatre séances en plénières et quatre séances en sous-groupes réservés aux productions harmonisées «Instruments de Musique» et «Habitat Traditionnel».

## Séances plénières

### 1. Visionnage des séries précédentes

#### Habitat II et Instruments de Musique

Les participants ont visionné trois des meilleurs programmes «L'habitat nomade au Niger» «La Medina à Tunis» et «Le Bola du Mali». Chacun s'est réjoui de la qualité des productions et de l'impact de diffusion que connaît la série Habitat.

### 2. Le montage numérique

L'avenir des RTV passera par le numérique. Pendant toute une matinée l'atelier a suivi une démonstration sur les possibilités et avantages du montage digital.

### 3. Les enjeux du numérique

Tout en soulignant que les machines ne remplaceront jamais l'homme, son intelligence et son imaginaire qu'il convient de continuer à développer, M. Breton a développé les enjeux du numérique - ses avantages (gain de temps, coût bien moins élevé, maintenance moins importante, ...) et ses limites.

### 4. Les recommandations

1. Il conviendrait de systématiser des contrats clairs et précis (comme pour l'Habitat Traditionnel) entre les Télévisions participantes et le CIRTEF dans chaque série.



2. Les budgets des productions devraient être uniformisés avec identification des apports de chacun. Les revenus générés par ces productions devraient être identifiés et réinvestis dans de nouvelles coproductions.
3. Pour les prochaines productions, il serait utile d'avoir les fonds nécessaires pour qu'un directeur de production suive les projets du début à la fin.
4. Il serait intéressant de prévoir au prochain SEFOR un moment de discussion sur la production avec les Directions générales ou les directions de Télévision. L'atelier Télévision a identifié des problèmes de communication dans certaines Télévisions et souhaite voir celles-ci s'améliorer.
5. Si des améliorations notables ont été réalisées en son, un effort de formation et d'attention à la qualité du son doit être poursuivi.
6. Étant donné l'amélioration significative des méthodes de travail constatées par tous les participants aux coproductions, l'atelier Télévision recommande que le CIRTEF délivre une attestation à tous les agents qui auront suivi une formation à la post-production à la cellule de Cotonou.
7. L'atelier Télévision souligne combien il sera important d'équiper la prochaine cellule de post-production à Yaoundé d'un matériel numérique haut de gamme, afin de prévoir l'avenir dans les Télévisions du Sud et commencer la formation de ses cadres et artisans.
8. De la même manière, dès que possible, il serait utile de mettre à Cotonou un premier matériel numérique et de renforcer la post-production. L'atelier souhaite sensibiliser la plénière aux dangers d'importants retards que provoquerait en Afrique l'acquisition de matériel analogique de fin de série dont plusieurs fournisseurs cherchent à se débarrasser.
9. Le SEFOR favorise les relations personnelles de chacun. L'atelier souhaite que ces relations de personne à personne puissent s'intensifier.

## 5. Propositions de séries futures

- L'atelier réaffirme sa volonté de poursuivre la série Habitat Traditionnel.



- Par ailleurs, l'atelier recommande la création de dossiers sur l'économie et le développement dans les pays du Sud, selon le modèle financier de l'habitat.

Cette série ouverte pourrait toucher des thèmes divers comme l'environnement, les grandes réalisations, la valorisation de ressources naturelles, les villes cosmopolites, etc.

L'atelier attire l'attention du CIRTEF sur le fait qu'il faudra garantir une liberté rédactionnelle entière à cette série.

- L'atelier souhaite par ailleurs encourager la continuation de l'une ou l'autre série harmonisée dont le scénario et le tournage seraient assumés par les Télévisions qui souhaiteraient y participer et la post-production étant assurée par la cellule de Cotonou, selon le modèle des Instruments de Musique. L'atelier a recensé un certain nombre de thèmes qui pourraient faire l'objet de ces séries futures:

- les contes et légendes
- les petits métiers
- les modes de transport
- les sectes
- la mémoire des marchés

## 6. Bilan de l'atelier

L'atelier veut conclure en insistant sur trois points:

1. La nécessité de sensibiliser les Directeurs généraux des Télévisions nationales ainsi que les Ministères dont ils relèvent, à l'importance des investissements dans l'équipement numérique et la formation du personnel à ces équipements.
2. Chacun s'est accordé pour souligner non seulement la qualité des travaux du SEFOR mais la nécessité absolue de maintenir des sessions annuelles régulières. Lieu d'émulation, de rencontres, d'enrichissement, il est devenu l'outil indispensable au développement du partenariat entre le Nord et le Sud.



3. L'atelier Télévision se réjouit de la qualité des coproductions ainsi que de celle des travaux qu'elle a réalisés ces jours derniers. Plusieurs participants ont témoigné de l'enrichissement professionnel que ces travaux leur ont apporté. Tous ont souligné le rôle essentiel joué par la cellule de post-production de Cotonou dans l'atteinte de ces résultats.

Enfin, en temps que Président, je me félicite du sérieux, de la rigueur et de l'implication de chacun des membres de l'atelier dans ces travaux.

### **Sous-groupe Habitat et Instruments de Musique**

Le sous-groupe Habitat a visionné et analysé neuf maquettes (sur onze prévues à l'origine) et le sous-groupe «Instruments de Musique» sept maquettes (sur huit prévues).

Tous les participants ont donné leur point de vue sur chacun des programmes à travers une critique sévère mais très constructive.

Il en résulte:

- la grande majorité des productions recèlent des images de grande qualité et une matière suffisante au projet. Seuls quelques réalisateurs seront contraints à tourner des séquences supplémentaires;
- un progrès certain a été apporté au son où contrairement aux premières séries, les sons d'ambiance ont été enregistrés de manière satisfaisante;
- une rigueur absolue obligera les réalisateurs à ne pas retenir des plans de qualité douteuse (sous-exposés, surexposés, flous...);
- des corrections importantes seront apportées à la construction du scénario, à leur tempo et aux commentaires;
- l'utilisation du code temps (time code) n'est pas encore tout à fait systématique. Un effort particulier y a été consacré à travers des recommandations techniques explicitées par M. Welkenhuyzen, monteur à la cellule de Cotonou.

Le travail des sous-groupes s'est donc fait de façon systématique et exhaustive. L'ensemble des réalisateurs en est ressorti avec des améliorations qui se traduiront au montage final à Cotonou.





# LES MARCHÉS

## **Marché itinérant Télévision**

Du samedi 9 novembre au mardi 12 novembre 1996

Le SEFOR a proposé (toutes en double copie beta - vision en VHS):

112 émissions de 25 chaînes de télévision

Au total: 450 copies = 250 heures de diffusion ont été échangées

*Responsables: Jenny Bracke et Anne Hansenne*

## **Marché itinérant Radio**

Du samedi 9 novembre au mardi 12 novembre 1996

Le SEFOR a proposé 58 émissions de 13 chaînes de radio

Au total: 165 copies = 76h30 de diffusion ont été échangées.



## SÉANCE DE CLÔTURE

### **Allocution de monsieur Félix Bolemann Conseiller du Directeur général de la SSR**

C'est au nom de la SSR, Société Suisse de Radiodiffusion et télévision ainsi qu'au nom de son directeur général M. Armin Walpen, qui n'a pas l'occasion d'être ici, que j'ai le plaisir de m'adresser à vous et de clore cette rencontre.

Les rapports que nous avons entendus ce matin, les échos que j'ai eu tout au long de ces derniers jours confirment que ce fut une rencontre interne en travail riche et constructif et que les débats furent fructueux tant sur les plans de la stratégie générale que des productions Radio et Télévision, que sur ceux de la technologie.

Nous vivons tous une période très critique du point de vue des médias. Au-delà de l'aspect technologique ou des aspects concurrentiels sur les marchés tant en amont du diffuseur qu'en aval, c'est tout une modification culturelle qui est amorcée et qui est en route.

Dans ce contexte, les liaisons au sein de la francophonie obtiennent un sens particulier. C'est un ensemble de valeurs partagées, une culture, qui méritent notre engagement. Je parle en connaissance de cause, puisque comme la plupart d'entre nous, je travaille quotidiennement en plusieurs langues, en plusieurs manières de penser.

La SSR a été très fière de recevoir le SEFOR et le CIRTEF ici à Genève, un des berceaux de la langue française.

Nous souhaitons que cette réunion vous a permis de resserrer les liens et de renforcer un réseau de contacts, de solidarité et d'ouverture utile à chacun, nécessaire à tous.

J'espère que votre séjour en Suisse fut agréable. Je regrette seulement que les organisateurs n'aient pas abouti dans leurs tractations avec les dieux de la météo. Je vous souhaite un bon retour dans vos foyers.

Merci et Bon voyage et au plaisir de vous retrouver lors du prochain SEFOR.



## Allocution de monsieur Gervais Mendo Zé Président du CIRTEF

Mesdames, Messieurs,

Le temps inexorable va bientôt couvrir de son ombre intraitable, la pleine semaine de clarté, de réflexion et de partage que nous venons de passer ici à Genève.

Une assemblée de 134 délégués issue de 21 pays d'Afrique, d'Amérique du Nord, d'Asie et d'Europe emprunte ma voix comme pour dire: Ô temps morose de Genève, suspens ton vol et couvre d'allégresse les participants à cette 6ème édition du SEFOR.

A côté du Lac Lemman, à l'Eldorado de l'Europe, au pays de Jean Calvin, nous avons passé d'intenses moments d'activités, de concertation, de recherche et de formation.

Je, Bruxelles 1991, date de la première édition du SEFOR à Genève 1996, aujourd'hui, que du chemin parcouru! Notre séminaire de formation, au fil des années et à la faveur de la participation active des pays membres réunis au sein du CIRTEF, est en passe de devenir l'une des structures privilégiées de la dynamique de l'audiovisuel francophone.

Rendez-vous d'échanges, et de concertation; rendez-vous du donner et du recevoir, le SEFOR s'inscrit aujourd'hui dans l'optique de l'émulation qui doit marquer la vie de l'audiovisuel dans nos pays respectifs.

Ici, les professionnels de tout bord se côtoient, se confrontent et se donnent la main pour chanter ensemble la symphonie heureuse de la créativité artistique. Réunis cette année à Genève, ville dont la vocation internationale est l'ouverture ne font pas l'ombre d'un doute, réunis, dis-je, au CICG (Centre International des Conférences de Genève), nous avons apprécié l'accueil et la générosité de la Radio Télévision Suisse Romande, ayant contribué, avec le précieux concours de l'Agence de la francophonie, de la Radio Télévision belge d'expression française, de la Société Suisse d'expression française, de la Société Suisse de Radiodiffusion, de la Communauté française de Belgique, la Société Radio-Canada, du Ministère français de la Coopération, du Ministère des relations extérieures du Canada, et bien évidemment de l'incontournable compagnon de toujours, l'UNESCO, à l'organisation des présentes assises. Dommage que nous n'ayons pas vraiment découvert la Suisse profonde.



C'est le lieu, pour moi, de renouveler aux organismes et institutions suscités, en votre nom à tous et au nom du Bureau du CIRTEF, mes remerciements, ainsi que ma sollicitude et l'expression de ma très profonde gratitude.

Faut-il qualifier nos présentes assises? Je dirais en ce mot: SUCCÈS!

Succès, parce que notre SEFOR 96 aura marqué une avancée considérable vers l'accomplissement des objectifs ayant présidés à la création du CIRTEF.

Succès parce que les résultats auxquels sont parvenus les divers ateliers ont permis de prendre en compte les préoccupations de nos organismes de Radio et de Télévision au quotidien.

Succès parce qu'une réflexion sérieuse a été menée sur les problèmes de stratégie grâce à une approche judicieuse des enjeux du présent et de l'avenir.

Dans notre secteur en constante mutation, l'avenir, dis-je, se conjugue déjà au présent. Pour le maîtriser, il est impératif que nous nous donnions la main et que nous mettions ensemble, nos expériences, nos connaissances et notre science.

Je voudrais féliciter à la fois les délégués venus de 21 pays francophones, les animateurs et présidents d'ateliers ainsi que tous les participants qui, par leurs contributions et leur assiduité, ont permis à cette édition du SEFOR de se conclure sur des recommandations pratiques, susceptibles d'être traduites dans les faits.

En effet, le Président du CIRTEF ainsi que le bureau et son secrétaire général, accueillent avec enthousiasme, le projet de mise en oeuvre d'une première série télévisée du tout nouvel atelier multidisciplinaire. C'est l'une des principales innovations de Genève 96. Dans cette série, privilégiant l'humour, seront abordés des thèmes d'une impressionnante actualité, grâce à une harmonieuse conjugaison des moyens, des intelligences, du savoir-faire d'opérateurs du secteur public et du secteur privé, du Nord et du Sud.

Je salue vivement ce projet comme la préfiguration et l'embryon d'une coproduction francophone, à valeur universelle c'est le point de départ d'un renouveau des potentialités créatrices de notre espace de partage. Il ne me reste plus qu'à formuler le voeu que la première diffusion de cette série intervienne en mars du FESPACO 99.



Dans cette optique novatrice, je me réjouis que l'atelier Évolution technologique, dont la nouvelle dénomination traduit la dynamique, ait mis l'accent sur l'introduction du numérique dans l'acquisition des équipements de production, de post-production et de diffusion, aussi bien à la radio qu'à la télévision.

Les inquiétudes et menaces, qui font peser sur les radiodiffuseurs les risques d'arrêt de la fabrication d'équipements analogiques, commandent en effet un changement qui, parce qu'en constante progression, se doit d'être forcément continu.

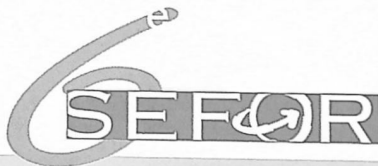
Il s'agit donc, pour nos diverses structures notamment dans le Sud, de s'adapter aux mutations et exigences de notre époque par la définition de stratégies idoines.

A cet égard, l'une des principales nouveautés de ce sixième SEFOR, aura été la tenu d'un atelier dit de stratégies dont les recommandations, édifiantes et pertinentes, répondent largement à nos attentes, les aspects les plus sensibles et essentiels de notre activité ont été passé au crible: qu'il s'agisse de la législation, de l'environnement institutionnel, des statuts juridiques, de l'autonomie budgétaire, juridique et éditoriale, du financement, de la diversification, de la concurrence, de la coopération ou de la gestion des ressources humaines, tout cela a été abordé avec méthode.

Il en est de même de tous les aspects conditionnant et affectant l'exécution des missions de service public de nos organismes. C'est pourquoi, je salue l'idée de tenir ateliers et sessions de formation pour prendre concrètement en charge les préoccupations exprimées et la perspective de l'organisation d'un séminaire de réflexion de haut niveau qui renforcera le succès de Genève 96.

Je suis également sensible au constat de l'atelier Radio, relatif à l'évolution rapide de la radiodiffusion dans nos divers pays du Sud. L'émergence des nouveaux acteurs du secteur privé cohabitant avec le secteur public est source d'émulation, de concurrence, de complémentarité et de satisfaction de nos auditoires des villes comme des campagnes. Il me plaît de souligner avec solennité l'importance que nous devons accorder aux radios de proximité, et de développement que sont les radios rurales.

Je voudrais à cet effet me faire l'écho de l'appel à la reprise du programme «Radios Rurales» de l'Agence francophone et caresse l'espoir d'un renforcement des échanges, des informations et des rencontres entre les responsables des Radiodiffuseurs partenaires.



S'agissant de la télévision, je félicite tous les réalisateurs et organismes dont les programmes font la fierté du CIRTEF et témoignent des efforts du conseil à accompagner le développement de l'audiovisuel francophone par la formation. EXPÉRIENCE RÉUSSIE!

Les productions harmonisées «Habitat Traditionnel» et «Instruments de Musique» en sont une parfaite illustration.

C'est le lieu pour moi de lancer un appel pour un élargissement des thèmes, et de remercier tous les partenaires qui, en s'associant à ces projets nous permettent de développer le réflexe d'une production de qualité internationale, en vue d'un dialogue des cultures et d'un échange professionnel fructueux.

Le bureau du CIRTEF accordera toute l'attention requise aux recommandations de l'atelier Télévision, production et coproduction notamment celle relative à l'équipement en matériel numérique haut de gamme de la 2ème cellule de post-production de Yaoundé, et d'une prise en compte de celle de Cotonou.

Mesdames, Messieurs,

Le SEFOR 96 a également confirmé son rôle de marché et d'échange de programmes pour les organismes membres. En Radio, 165 émissions soit 77 heures de programmes ont été échangées. En Télévision, 458 programmes pour 252 heures de diffusion sont passés d'un organisme à l'autre. Ce n'est pas le moindre des succès de Genève 96!

Je ne saurais conclure sans me féliciter de la participation de nos amis et partenaires de TV5, de CFI, de RFI, d'AITV/RFO, de la dizaine de producteurs privés, du Conseil mondial de la Radio-Télévision, et de l'URTI.

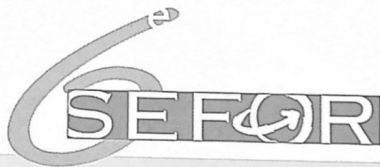
S'agissant particulièrement de l'URTI dont j'ai l'honneur d'être le vice-président et le président du Comité NORD SUD, des contacts amorcés ici même à Genève en mai dernier se traduisent déjà en terme de synergie et de complémentarité dans divers domaines et sont appelés à s'étendre. Avec le Conseil mondial de la Radio-Télévision, nous partageons la passion et la mission de défendre et de promouvoir le service public dans un environnement lourd de risque et de menaces.



Je voudrais pour terminer, remercier et féliciter tous ceux qui ont préparé nos travaux depuis de longs mois et particulièrement Mme Esther Jouhet, MM. Armin Walpen et Félix Bolemann de la SSR. Mes félicitations vont aussi à tous ceux qui ont participé à tous les niveaux à la réussite des présentes assises: séminaristes, secrétariat, logistique, restaurateurs – le cadre accueillant du CICG etc. Une mention toute spéciale est décernée à notre Secrétaire général Abdelkader Marzouki, auquel je souhaite un joyeux anniversaire que n'ai-je la voix du chanteur pour reprendre le célèbre Bon Anniversaire!

Mesdames et Messieurs, je vous souhaite à vous qui avez délaissé pour un temps vos proches, un bon retour dans vos familles, et formule le vœu que vous soyez chacun en ce qui le concerne, le diffuseur acharné et l'ambassadeur éclairé des conclusions et des recommandations de Genève 96. Notre ôème SEFOR.

Je vous remercie de votre aimable attention.



# LISTE DES PARTICIPANTS SEFOR 1996

## BELGIQUE

### RTBF

M. Pierre Couchard  
M. Simon-Pierre de Coster  
M. Roger Roberts  
M. Étienne Sevrin

### VIDEOCAM - «Y'a pas match»

M. Dieudonné Kabongo Bashila  
M. Hassan El Bouharrouti  
M. Jeroen Coeck  
M. Georges Kamanayo  
Mme Osange Silou

### Bureau de liaison du cinéma d'expression française

Mme Carin Leclercq

## BÉNIN

### ORTB

M. Léopold J.-Marie Ephrem Quenum  
M. Marc Tchanou  
M. François Adounvo  
M. Marcelin Ilougbadé  
M. Emmanuel Kolawole

## BURKINA FASO

### CINECOM

M. Jean-Marc Bado  
M. Bertrand-Michel Kaboré  
M. Abel Nadie  
M. Rédo Porgo  
M. Didier Lézin Zongo

## CAMEROUN

### CRTV

M. Alain Fouba  
Mme Henriette Glorie Medoung  
M. Alex-Blériot Momha  
M. Professeur Gervais Mendo Ze  
M. Daouda Mouchangou  
Mme Anne Nsang  
M. Eyebe Tanga  
**Terre Africaine**  
M. Bassek Bakhobio  
**Université de Yaoundé**  
M. Pierre-Paul Tchindji





## **CANADA**

### **Société Radio-Canada**

M. Réal Barnarbé  
M. Pierre Buron  
M. Bernard Forget  
M. Jean Gagnon  
M. Gaétan Lapointe  
M. Pierre Leblanc  
M. Michel Poirier  
Mme Hélène Robillard-Frayne  
Mme Micheline Vaillancourt

### **Télé-Québec**

M. Paul Breton

### **TFO**

M. Bruno Beaulieu

### **CMRTV**

M. Pierre Juneau

### **CECI**

M. Antonin Boisvert

### **Cégep de Jonquière**

M. Aurélien Leclerc

## **CENTRAFRIQUE**

M. Alphonse Bomane  
M. Jérôme Dounian Dote  
M. F.M. Sana

## **CONGO**

M. Jean-Sylvestre Souka  
M. Sébastien Kamba  
M. Gustave Mbaka Kimbembe

## **CÔTE D'IVOIRE**

### **RTI**

M. G. Wengésia Aboke

## **75**

M. Oumaz Bamba  
M. Kiefolo Camara  
M. Jacques Zinta  
Mme Georgette Paré, Comédienne

## **FRANCE**

### **France 3**

M. Alain Ganne  
**RFO/AITV**  
M. Yves Dubois  
M. Yves Rambeau  
M. Pierre Zogo

### **CFI**

M. Philippe Baudillon  
M. Jean-Marie Belchi  
M. Jean-Marie Ferrand  
Mme Renée Flament  
Mme Chantal Goelo  
Mme Emmanuelle Hazem  
M. Vincent Leclercq

### **TV5**

Mme Denise Époté-Durand  
M. Christian Leclach  
M. Mactar Silla

### **RFI**

M. Bernard Chenuaud

### **ACCT**

M. Robert Lombearts  
Mme Toulemont

### **ANR SERVICES**

M. Paoli

### **ESPACE MÉMOIRE**

Mme Evelyne Berruezo



## **MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION**

M. Patrick Cohen  
M. François Belorgey

### **Périscoop**

M. Robert Bourgoing

### **Diaspora Productions**

M. Emmanuel Toko

### **UNESCO**

M. Vladimir Gaï

### **URTI**

M. Maurice Huelin  
Mme Françoise Ligier  
M. Jean-Luc Maertens

### **Sicomor**

M. Olivier Sieber  
Mme Patricia Schott-Sieber

### **Direct et Différé**

M. Philippe Alexandre  
M. Michel Carrière

## **GABON**

M. Pierre Devoluy  
Mme Micheline Koumba  
M. Charles Pira

## **GUINÉE**

M. Ibrahima Ahmed Barry  
M. Souleymane D. Diallo

## **HAITI**

### **TNH**

M. Jean-Élie Pierre-Louis  
M. Dominique Constant

## **LIBAN**

M. Mohamed Soueid

## **76**

## **MADAGASCAR**

M. Louis Rasamoelina

## **MALI**

### **ORTM**

M. Abdoulaye Sidibe  
M. Hallawahy Toure  
M. Bréhima Traoré

## **MAROC**

### **RTM**

M. Khalouq Alami  
M. Kamel Belghazi  
M. Najib Boutbiba

## **MAURICE**

### **MBI**

M. Atma Bumma Kreepanandsing  
M. Amoordalingum Pather  
M. Amick Teeluckdhaary

## **MAURITANIE**

M. Mohamed Salem Ould Elouma

## **NIGER**

M. Maitourare Abdou Saleye  
M. Moussa Abdou Saleye  
M. Mahamane Souleymane

## **SÉNÉGAL**

### **RTS**

M. Mamadou Baal  
M. Guilla Thiam

### **SUD-FM**

M. Chérif Elvalide Seye



## **SEYCHELLES**

M. J.-C. Matombe

## **SUISSE**

### **SSR**

M. Félix Bolemann

M. Willy Jacques

Mme Esther Jouhet

M. Armin Walpen

M. Barbey

M. Guisy

### **TSR**

M. Michel Buhler

M. J.-C. Chanel

### **RTSR**

M. Jean-Jacques Demartines

### **RSI**

M. Zahmo Phillippe

### **TSR**

M. Claude Torracinta

M. Guillaume Chenevière

### **RSR**

M. Laurent Bonnard

**Téléchaîne Distribution SA**

M. Jean-Marc Deferne

M. Nzogu Kulya

**Alliance Francophone de Genève**

Mme Adoline Grandjean

## **TCHAD**

### **TVT**

M. Benenoun Djimadoubaye

M. Hourmadji Moussa Doumgor

## **77**

## **TOGO**

### **TVT**

M. Issa Nabine

M. Bawa Semedo

M. Kokou Soumsa

M. Pitang Tchalla

## **TUNISIE**

M. Mohamed Bouzaidi

M. Mongi Chaffai

M. Mohamed Maghrebi

M. Habib Salha

## **VIETNAM**

M. Trong Sy

## **ZAIRE**

M. Mashiny Gihunga

M. Galibu Gulenga

M. Lutu Mabanga

## **CIRTEF**

M. David Bary

Mme Jenny Bracke

M. Étienne Derue

M. Aimé Dufromont

Mme Magali Godefroit

Mme Anne Hansenne

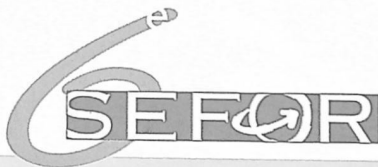
M. Paul Lhoir

M. Abdelkader Marzouki

M. Dominique Paulus

M. Alain Streignard

M. Welkenhuysen





SEFOR

## REMERCIEMENTS

*Le secrétaire général du CIRTEF tient à remercier  
la Société Suisse de Radiodiffusion et la Radio Télévision Suisse Romande  
pour l'organisation du 6<sup>e</sup> SEFOR à Genève.*

*Nous remercions tout particulièrement monsieur Armin Walpen,  
monsieur Félix Bolemann, madame Esther Jouhet  
ainsi que monsieur Jean-Claude Chanel.*

La tenue de ce 6<sup>e</sup> SEFOR a été rendue possible  
grâce à l'appui financier et aux services offerts  
par les organismes suivants:

AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE (ACCT)

SOCIÉTÉ SUISSE DE RADIODIFFUSION (SSR)

RADIO-TÉLÉVISION SUISSE ROMANDE (RTSR)

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DE BELGIQUE (CFB)

RADIO-TÉLÉVISION BELGE D'EXPRESSION FRANÇAISE (RTBF)

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA (SRC)



